

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

PUBLICIS GROUPE S.A.

Société Anonyme au capital de 80 954 941,60 €.
Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.
542 080 601 RCS Paris. — Code APE-NAF 7010Z.

Document comptable annuels.

A. — Comptes sociaux provisoires de Publicis Groupe S.A.

I. — Compte de résultat (société - mère).

(En milliers d'euros.)

	Note	2007	2006	2005
Production vendue (biens et services)	3	22 498	22 275	25 574
Reprises sur provisions et transferts de charges		2 324	2 038	101
Autres produits		0	46	181
Total des produits d'exploitation		24 822	24 359	25 856
Autres achats et charges externes		-11 899	-12 909	-16 701
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 282	-1 581	-1 362
Charges de personnel		-5 643	-4 322	-2 609
Dotations aux amortissements et aux provisions		-6 202	-4 394	-8 030
Autres charges		-557	-618	-834
Total des charges d'exploitation		-25 583	-23 824	-29 536
Résultat d'exploitation		-761	535	-3 680
Produits financiers de participations		161 095	177 557	667 357
Intérêts et autres produits financiers		63 003	50 642	11 837
Reprises de provisions financières et transferts de charges		10 630	908	93 475
Total des produits financiers		234 728	229 107	772 669
Dotations aux amortissements et aux provisions		-66 498	-14 969	-10 282
Intérêts et autres charges financières		-184 986	-91 827	-68 682
Total des charges financières		-251 484	-106 796	-78 964
Quote-part de résultats de sociétés de personnes		900	723	435
Résultat financier	4	-15 856	123 034	694 140
Résultat courant avant impôts		-16 617	123 569	690 460
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		0	9	5
Produits exceptionnels sur opérations en capital		770 107	33 026	1 095 339

Reprises sur provisions et transferts de charges		0	0	0
Total des produits exceptionnels		770 107	33 035	1 095 344
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-610 251	-212 893	-1 565 313
Dotations aux amortissements et aux provisions		0	0	0
Total des charges exceptionnelles		-610 251	-212 893	-1 565 313
Résultat exceptionnel	5	159 856	-179 858	-469 969
Impôts sur le résultat	6	20 454	17 293	33 554
Résultat net de l'exercice		163 693	-38 996	254 045

II. — Bilan au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	Note	2007	2006	2005
Immobilisations incorporelles :				
Concessions et fonds de commerce		2 989	2 989	14 274
Amortissements		-398	-358	-318
Immobilisations corporelles :	7.1			
Terrains		3 627	3 627	3 627
Constructions		11 463	8 529	10 623
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 704	6 583	6 583
Autres		9 225	8 567	8 744
Amortissements sur immobilisations corporelles		-19 666	-19 069	-20 647
Immobilisations financières :				
Participations	7.2	5 670 717	4 635 288	4 635 30
Créances rattachées à des participations	7.3	1 077 420	1 157 414	1 186 967
Autres titres immobilisés	7.4	503 985	387 478	322 285
Prêts et autres immobilisations financières		514	589	964
Provisions sur immobilisations financières		-35 993	-6 840	-6 840
Actif immobilisé		7 230 587	6 184 797	6 161 562
Avances et acomptes versés sur commandes		6	5	233
Clients et comptes rattachés		3 154	2 768	1 920
Autres créances		20 328	23 372	36 838
Valeurs mobilières de placement	8	15 054	18 698	1 180 823
Disponibilités		14	28 635	2 700
Actif circulant		38 556	73 478	1 222 514
Charges constatées d'avance		113	871	9
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9	5 172	6 665	9 215
Primes de remboursement des obligations	10	53 482	58 416	75 679

		11	19 446	7 981	807
Ecart de conversion actif					
Total de l'actif			7 347 356	6 332 208	7 469 786

Passif	Note	2 007	2 006	2 005
Capital social		80 955	79 484	78 843
Prime d'émission et de fusion		2 742 960	2 631 610	2 584 274
Réserve légale		7 884	7 884	7 819
Report à nouveau		419 087	550 037	362 119
Capitaux propres avant résultat		3 250 886	3 269 015	3 033 055
Résultat de l'exercice		163 693	-38 996	254 045
Capitaux propres	13	3 414 579	3 230 019	3 287 100
Produits des émissions de titres participatifs (Orane)		714 674	762 319	809 964
Autres fonds propres	14	714 674	762 319	809 964
Provisions pour risques et charges	15	88 000	67 668	58 413
Emprunts obligataires	16	1 726 577	1 733 541	1 793 921
Banques et dettes auprès des établissements de crédit	17	144	836	51
Emprunts et dettes financières divers	18	1 388 006	512 369	1 421 006
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 971	9 236	11 097
Dettes fiscales et sociales		4 065	3 592	3 321
Autres dettes		1 183	167	243
Produits constatés d'avance		0	0	0
Dettes		3 126 946	2 259 741	3 229 639
Ecart de conversion passif	11	3 157	12 461	84 670
Total du passif		7 347 356	6 332 208	7 469 786

III. — Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros)	2007	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net de l'exercice	163 693	-38 996	254 045
Plus ou moins valeurs de cession d'actif	-158 856	180 047	461 416
Dotations aux amortissements et provisions	138 490	9 227	-87 212
Transfert au compte de charges à répartir, net d'amortissements	2 649	2 549	7 349
Amortissement prime de remboursement Océane et Eurobond	4 935	4 975	6 511
Capacité d'autofinancement	150 911	157 802	642 109
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-11 316	14 786	64 024
Flux nets de trésorerie liés à l'activité (I)	139 595	172 588	706 133
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-987	-292	-378
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	26 966	0
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-24 694	-48 952	-359 567
Acquisitions de filiales	-943 688	0	-66 166

Cessions de filiales	131 052	26	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (II)	-838 317	-22 252	-426 111
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-91 954	-66 137	-54 722
Augmentation de capital en numéraire	2 271	331	545
Nouveaux emprunts obligataires	536	194	750 605
Remboursements des emprunts obligataires	-7 500	-48 289	-464 081
Augmentation des autres emprunts	963 847	0	644 252
Diminution des autres emprunts	-88 210	-907 839	0
Rachat de bons de souscription d'actions	0	-200 197	0
Rachat d'actions propres	-202 340	-88 078	0
Cession d'actions propres	90 499	22 704	1 600
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (III)	667 149	-1 287 311	878 199
Variation de la trésorerie (I +II +III)	-31 573	-1 136 975	1 158 221
Trésorerie à l'ouverture	46 497	1 183 472	25 251
Trésorerie à la clôture	14 924	46 497	1 183 472
Variation de la trésorerie	-31 573	-1 136 975	1 158 221

IV. — Notes annexes aux comptes de Publicis Groupe S.A.

La société a pour activité principale la gestion de ses participations et a également pour objet de rendre des prestations de service à l'ensemble des sociétés du groupe.

A titre accessoire, la société perçoit des loyers provenant de la location des biens immobiliers qu'elle possède.

1. — Faits caractéristiques de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2007, les événements significatifs suivants sont intervenus :

— Le crédit syndiqué multidevises dont dispose la société a été porté en juillet 2007, suite à la signature d'un avenant au contrat initial, de 1 035 millions d'euros à 1 500 millions d'euros. L'échéance 2009 à l'origine a été prorogée à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques.

— Au mois de septembre 2007, Publicis Groupe a débouclé la partie change du swap sur l'Eurobond de 750 millions d'euros qui faisait l'objet depuis 2006 d'une couverture de change et de taux.

— Au second semestre 2007, Publicis Groupe a pris le contrôle à 100% de la société Business Interactif (devenue depuis Digitas France), société cotée sur l'Eurolist, pour une valeur de 131 052 milliers d'euros. Cet investissement a été réalisé à hauteur de 68 148 milliers d'euros en numéraire et à hauteur de 62 904 milliers d'euros en actions Publicis Groupe par le biais d'une offre publique mixte qui faisait suite à l'acquisition d'un premier bloc de contrôle. Le 28 décembre 2007, Publicis Groupe a cédé Digitas France à sa filiale MMS France Holdings, qui détient l'ensemble des participations françaises.

— En décembre 2007, Publicis Groupe a levé l'option d'achat dont elle disposait sur deux étages de l'immeuble situé rue du Dôme, qui faisaient l'objet d'un contrat de crédit bail. Ces surfaces ont été immobilisées pour une valeur de près de 3 millions d'euros. Déjà propriétaire de quatre étages du même immeuble, Publicis Groupe se trouve après cette opération propriétaire de la totalité de l'immeuble (à l'exception de quelques places de parking).

— Publicis Groupe a procédé en novembre 2007 à une restructuration juridique du Groupe portant notamment sur la réorganisation de ses activités américaines. Dans ce cadre, la société a apporté les titres qu'elle détenait dans ses filiales Publicis USA Holdings et MMS USA Holdings à sa filiale Publicis Groupe Investments. L'apport ayant été fait sur la base des valeurs vénales, un résultat exceptionnel de 158 930 milliers d'euros a été dégagé à cette occasion.

2. — Principes, règles et méthodes comptables.

Les comptes annuels de l'exercice 2007 sont établis conformément au Plan Comptable Général et dans le respect des textes légaux et réglementaires en vigueur en France.

Comparabilité des comptes annuels. — Les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes de l'exercice 2007 sont restées inchangées par rapport à celles utilisées pour établir les comptes de l'exercice précédent.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées par la concession de places de parkings, qui font l'objet d'un amortissement sur 75 ans (durée de la concession) et par le fonds de commerce du cinéma Publicis, complètement amorti.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations sont évaluées à leur coût net d'acquisition et font l'objet d'un amortissement annuel calculé de manière linéaire selon les durées suivantes :

- 50 ans : Bâtiment avenue des Champs-Élysées à Paris ;
- 25 ans : Bâtiment rue du Dôme à Boulogne-Billancourt ;
- 20 à 10 ans : Agencements des constructions, installations générales ;
- 10 ans : Matériels et outillage ;
- 4 ans : Matériel de transport ;
- 3 ans : Matériel informatique.

Immobilisations financières. — La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat des titres hors frais accessoires. Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euros au cours du jour de l'opération.

Les titres de participation font, le cas échéant, l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable. La valeur d'usage est déterminée selon des critères objectifs, tels que l'actif net réévalué, la capitalisation des résultats ou encore la capitalisation boursière, étayés le cas échéant par des critères plus subjectifs, comme les indicateurs ou ratios sectoriels déterminés, dans le cadre d'hypothèses économiques et de l'évolution prévisionnelle de l'activité de la société, à partir des flux de trésorerie futurs actualisés, ainsi que du caractère stratégique de la participation pour le Groupe.

Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement font, le cas échéant, l'objet de provisions à la clôture si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable. La valeur actuelle correspond, pour les titres cotés, au cours moyen du dernier mois de l'exercice et pour les titres non cotés à la valeur probable de négociation.

Emprunts obligataires. — Les emprunts obligataires sont enregistrés à leur valeur nominale.

Dans le cas où il existe une prime de remboursement, la dette est augmentée du montant de la totalité de la prime. La contrepartie de cette prime est inscrite à l'actif et est amortie selon la méthode actuarielle sur la durée de l'emprunt.

En cas de prime d'émission, la dette est inscrite à la valeur nominale et la prime est inscrite à l'actif ; celle-ci fait l'objet d'un amortissement sur la durée de l'emprunt.

Les Oranes (Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes) sont de par leur nature inscrites en autres fonds propres.

Provisions pour risques et charges. — Ces provisions sont constituées pour faire face à des passifs prévisibles mais imprécis quant à leur montant.

Ces provisions incluent notamment :

- Une provision pour indemnités de fin de carrière. Les engagements de retraite sont comptabilisés depuis le 31 décembre 2006 sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée par des experts indépendants, en application de la recommandation du CNC 2003 R-01
- Une provision pour autres engagements conditionnels à long terme envers le personnel
- Une provision pour impôt sur la plus-value d'apport dérogée à l'occasion de la réorganisation des activités sur le territoire américain en 2000
- Une provision pour risques destinée à couvrir la perte potentielle, appréciée tranche par tranche, correspondant à la différence entre le prix moyen des titres auto-détenus en portefeuille à la clôture et le prix d'exercice des stock-options
- Une provision pour risques pour des travaux à réaliser impérativement dans l'immeuble du siège social à Paris
- Une provision pour perte de change sur le prêt consenti à MMS UK en livres sterling.

Résultat financier. — Les revenus financiers sont appréhendés en application des règles usuelles en la matière, à savoir :

- Dividendes en provenance de sociétés françaises : lors de la décision de mise en distribution votée par l'Assemblée Générale
- Dividendes en provenance de sociétés étrangères : à la date de mise en paiement ou d'inscription en compte courant
- Produits financiers sur comptes courants, dépôts à terme et obligations : au fur et à mesure de l'acquisition des fruits
- Coupons et dividendes sur valeurs mobilières de placement : à la date d'encaissement

Les charges financières liées à l'emprunt Eurobond 2012 sont présentées nettes de produits d'intérêts provenant du swap de taux d'intérêts.

La quote-part de résultats des sociétés de personnes inscrite au compte de résultat représente la part revenant à notre société dans les résultats 2007 de Régie 1 (49%), conformément aux stipulations expresses de ses statuts.

Résultat exceptionnel. — Il comprend les plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières et notamment les moins-values correspondant au prix de rachat des bons de souscription d'actions et les plus et moins-values résultant du remboursement anticipé des dettes financières.

De plus, afin de ne pas affecter la lisibilité du résultat courant, la société comptabilise en résultat exceptionnel les dotations (reprises) de provisions sur titres de participations qui présenteraient, de par leur nature et leur montant, un caractère exceptionnel.

3. – Chiffre d'affaires.

La production vendue se compose essentiellement :

- Des loyers perçus sur les immeubles situés 133 Avenue des Champs Elysées à Paris, 15 rue du Dôme à Boulogne, et de l'indemnité d'occupation refacturée aux locataires de l'immeuble de l'Ile de la Jatte à Neuilly sur Seine.
- De facturations de services à des sociétés du groupe

4. – Résultat financier.

(En milliers d'euros)	2007	2006	2005
Dividendes (1)	93 759	111 356	616 000
Autres produits de participations	67 336	66 201	51 357
Produits financiers de participations	161 095	177 557	667 357
Autres produits financiers (2)	6 843	44 051	11 720
Gains de change (3)	56 160	6 591	117
Intérêts et autres produits financiers	63 003	50 642	11 837

Reprise de provision sur portefeuille titres	6 808	0	86 439
Reprise de provision pour dépréciation sur actions propres	0	0	6 017
Reprise de provision pour risque sur actions propres	1 842	0	0
Reprise sur autres provisions financières	1 980	908	1 019
Reprises de provisions financières et transfert de charges	10 630	908	93 475
Total des produits financiers	234 728	229 107	772 669
Provision pour dépréciation sur actions propres	-40 189	0	0
Provision pour risque sur actions propres	0	-7 088	0
Dotations aux amortissements des emprunts obligataires	-7 121	-7 190	-8 685
Dotation aux provisions pour perte de change	-18 146		-11
Dotation aux autres provisions financières	-1 042	-691	-1 586
Dotations aux amortissements et aux provisions	-66 498	-14 969	-10 282
Charges sur emprunts obligataires	-61 315	-61 830	-51 509
Autres charges financières	-33 940	-23 990	-16 987
Pertes de change	-89 731	-6 007	-186
Intérêts et autres charges financières	-184 986	-91 827	-68 682
Total des charges financières	-251 484	-106 796	-78 964
Quote-part de résultats de sociétés de personnes	900	723	435
Résultat financier	-15 856	123 034	694 140

(1) En 2005, 526 millions d'euros de dividendes exceptionnels ont été perçus (304 millions d'euros en provenance de Publicis USA Holdings et 222 millions d'euros de Publicis Groupe Investments).

(2) En 2006, un montant de 30 millions d'euros a été enregistré en produits financiers, correspondant à la soulte encaissée lors de la modification des termes du swap sur l'Eurobond intervenue courant 2006

(3) En 2007, un montant de 52 millions d'euros a été enregistré en gains de change, correspondant à la soulte encaissée lors du débouclage de la partie change du swap sur l'Eurobond intervenue courant 2007.

5. – Résultat exceptionnel.

Le résultat exceptionnel 2007 fait ressortir un produit net de 159 856 milliers d'euros, composé principalement de la plus-value d'apport des titres détenus dans Publicis USA Holdings et MMS USA Holdings à Publicis Groupe Investments, qui s'élève à 158 930 milliers d'euros.

En 2006, le résultat exceptionnel correspondait à une perte nette de 179 858 milliers d'euros, composée principalement :

- d'une plus-value nette de 20 318 milliers d'euros liée à la cession de l'immeuble de l'Ile de la Jatte à Neuilly (comprenant 11 285 milliers d'euros de charge exceptionnelle résultant du mali de fusion affecté à l'immeuble et dégageé lors de la transmission du patrimoine de Saatchi & Saatchi)
- d'une charge exceptionnelle liée au rachat des bons de souscriptions d'actions pour un montant de 200 197 milliers d'euros

En 2005, le résultat exceptionnel se soldait par une perte nette de 469 969 milliers d'euros, composée principalement :

- d'une moins-value de 464 080 milliers d'euros dégagee lors du rachat par la société Publicis USA Holdings de ses propres titres et de l'apport par Publicis Groupe SA à MMS USA holdings (détenue à 100% par le Groupe) d'une partie des titres Publicis USA Holdings restants
- d'une moins-value nette de 16 099 milliers d'euros liée au remboursement anticipé de 62,36% de l'Océane 2018
- d'une plus-value de 17 508 milliers d'euros sur l'apport du fonds de commerce de l'activité Metrobus

6. – Impôt sur le résultat.

L'exercice 2007 fait ressortir pour la société seule, mère du groupe fiscal France (qui comprend 35 filiales), un déficit fiscal de 122 715 milliers d'euros. Le gain d'intégration fiscale reconnu au titre de l'exercice 2007 par Publicis Groupe s'élève à 20 454 milliers d'euros. Ce boni d'intégration fiscale est, conformément aux conventions d'intégration fiscale signées avec les sociétés membres, enregistré en résultat dans les comptes de la société mère du groupe fiscal.

Le montant des déficits reportables, sans limitation dans le temps, du groupe fiscal France s'élève à 335 123 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

7. – Actif immobilisé.

7.1. Immobilisations corporelles. — En décembre 2007, Publicis a exercé l'option d'achat du contrat de crédit bail relatif à deux étages de l'immeuble de la rue du Dôme dont elle était titulaire. Un montant de 2 921 milliers d'euros a été immobilisé à ce titre.

Après cette opération, Publicis est propriétaire de la totalité de l'immeuble (à l'exception de quelques places de parking), qui figure dans les comptes pour une valeur nette totale de 5 285 milliers d'euros.

7.2. Participations. — Le montant brut des titres de participation a augmenté de 1 035 429 milliers d'euros. Cette augmentation résulte :

— De l'apport des titres de Publicis USA Holdings et MMS USA Holdings en faveur de Publicis Groupe Investments, qui a entraîné une baisse des titres de 436 645 milliers d'euros et une augmentation de la participation dans Publicis Groupe Investments de 595 575 milliers d'euros.

— De la participation à hauteur de 833 060 milliers d'euros à une augmentation de capital de Publicis Groupe Investments

Par ailleurs, il a été consenti, dans le cadre de l'acquisition de Digitas France, des engagements de rachat au profit des bénéficiaires de stock options et actions gratuites non exerçables à la clôture de l'offre obligatoire de retrait. Ces engagements représentent un montant de 1 031 milliers d'euros au 31 décembre 2007, qui a été inscrit en titres de participation à la clôture.

La provision pour dépréciation de 6 808 milliers d'euros qui existait au 31 décembre 2006 sur les titres Publicis USA Holdings a été reprise sur l'exercice 2007 suite à la cession de ces titres à Publicis Groupe Investments.

7.3. Créances rattachées à des participations. — Les créances rattachées à des participations s'élèvent au 31 décembre 2007 à 1 077 420 milliers d'euros et sont essentiellement constituées de deux prêts accordés à des sociétés du Groupe :

— MMS USA Holdings (anciennement Publicis USA Holdings) pour 728 722 milliers d'euros

— MMS UK Holdings pour 288 609 milliers d'euros

Ces créances représentaient 1 157 414 milliers d'euros au 31 décembre 2006. La diminution de ce poste en 2007 s'explique principalement l'impact de la variation des taux de change pour 106 110 milliers d'euros sur les prêts en devises inclus dans ce poste et par l'augmentation de 39 652 milliers d'euros du compte courant ouvert avec MMS France Holdings au titre du cash-pool français.

7.4. Autres titres immobilisés. — Les autres titres immobilisés sont essentiellement composés d'actions propres (hors celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité).

La valeur historique de ces titres au 31 décembre 2007 est de 503 985 milliers d'euros. La valeur de marché, évaluée sur la base du cours moyen de décembre 2007 de 25,66 euros, ressort à 468 024 milliers d'euros. Par conséquent, une provision pour dépréciation a été constituée à hauteur de 35 961 milliers d'euros afin d'ajuster la valeur du portefeuille sur sa valeur de marché.

Par ailleurs, ces actions étant destinées à être cédées dans le cadre de l'exercice des stock-options, une provision pour risque a été constituée pour couvrir, dans le cas où ces options viendraient à être exercées, le différentiel, apprécié tranche par tranche, entre le prix d'exercice des options et le prix moyen des actions en portefeuille (net de dépréciation éventuelle des titres). Au 31 décembre 2007, cette provision s'élève à 5 246 milliers d'euros.

Les mouvements de l'exercice et la situation à la clôture sont résumés dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros sauf les actions)	Nombre d'actions	Valeur brute au bilan	Provision pour dépréciation	Valeur nette au bilan
Actions propres détenues au 31 décembre 2006	15 105 351	387 478		387 478
Rachat d'actions	6 396 490	202 340		202 340
Levées d'options	-3 262 398	-85 833		-85 833
Provision pour dépréciation			-35 961	-35 961
Actions propres détenues au 31 décembre 2007	18 239 443	503 985	-35 961	468 024

Les actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité sont inscrites en valeurs mobilières de placement. Au 31 décembre 2007, 547 500 actions étaient détenues à ce titre (voir paragraphe 8 ci-dessous).

8. – Valeurs mobilières de placement.

Au 31 décembre 2007, Publicis détient 547 500 actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

Une provision a été constituée à hauteur de 4 227 milliers d'euros afin d'ajuster la valeur au bilan des actions détenues sur sa valeur de marché.

Les valeurs mobilières de placement se décomposent comme suit au 31 décembre 2007 :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Sicav monétaires			959 794
Dépôts à terme			203 207
Dans le cadre du contrat de liquidité :			
Sicav monétaires	1 005	18 698	16 645
Actions propres	18 276		1 177
Provision pour dépréciation sur actions propres	-4 227		
Total des valeurs mobilières de placement (valeur nette)	15 054	18 698	1 180 823

9. – Charges à répartir sur plusieurs exercices.

Ce poste inclut les frais liés à l'émission des emprunts obligataires et le coût de mise en place du crédit syndiqué, pour le montant restant à amortir sur la durée de vie résiduelle des dettes et lignes de crédit.

Au 31 décembre 2007, les charges à répartir sont composées de :

— 3 460 milliers d'euros au titre des frais liés à l'émission des emprunts obligataires

— 1 712 milliers d'euros au titre des frais liés à la mise en place du crédit syndiqué

10. – Primes d'émission et de remboursement des obligations.

Elles s'élèvent respectivement à (valeur nette au 31 décembre 2007) :

— 50 436 milliers d'euros pour l'Océane 2018

— 3 046 milliers d'euros pour l'Eurobond

11. – Ecart de conversion actif et passif.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Ecart de conversion actif	19 446	7 981	807
Dont:			
sur prêt à MMS UK de 211 652 milliers de livres	18 146		
sur prêt à MMS USA Holdings de 977 250 milliers de dollars(1)		7 981	
Ecart de conversion passif	3 157	12 461	84 670
Dont:			
sur prêt à MMS UK de 211 652 milliers de livres		8 437	
sur prêt à MMS USA Holdings de 977 250 milliers de dollars			78 388

(1) Au 31 décembre 2007, aucun écart de conversion n'est constaté sur ce prêt car il est adossé à un refinancement du même montant effectué auprès de Publicis Finance Services, filiale qui gère le cash pool international du groupe.

12. – Effectif moyen.

L'effectif moyen de la société a été de 3 cadres.

13. – Capitaux propres.

Le capital social de Publicis Groupe a évolué comme suit au cours des cinq derniers exercices :

Dates	Opérations sur le capital	Montant des variations de capital Actions de 0,4 euros de nominal			Montants successifs du capital (en milliers d'euros)	Nombre cumulé d'actions de la société
		Nombre d'actions	Nominal (en milliers d'euros)	Prime d'émission et de fusion (en milliers d'euros)		
Situation au 1er janvier 2003					78 432	196 081 129
2003	Réduction de capital lié à la fusion par absorption de Somarel, MLMS et MLMS2	-784 804	-314	-14 298	78 118	195 296 325
	Levées d'options Saatchi & Saatchi	36 958	15	1 570	78 133	195 333 283
	Levées d'options plan Publicis	44 970	18	298	78 151	195 378 253
	Levées d'options Saatchi & Saatchi	37 928	15	1 612	78 166	195 416 181
	Levées d'options plan Publicis	54 880	22	304	78 188	195 471 061
2004	Levées d'options plan Publicis	75 820	30	515	78 218	195 546 881
	Remboursement Oranes (1ère tranche)	1 562 129	625	47 020	78 843	197 109 010
2005	Levées d'options plan Publicis	38 090	16	316	78 859	197 147 100

	Remboursement Oranes (2ème tranche)	1 562 129	625	47 020	79 484	198 709 229
2006	Levées d'options plan Publicis	226 970	91	2 180	79 575	198 936 199
	Remboursement Oranes (3ème tranche)	1 562 129	625	47 020	80 200	200 498 328
2007	Rémunération de l'apport des titres Digitas France	1 889 026	755	62 149	80 955	202 387 354
Situation au 31 décembre 2007					80 955	202 387 354

L'évolution des capitaux propres entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2007 s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	1er janvier 2007	Augmentation de capital	Affectation du résultat 2006	Distribution de dividendes	Résultat 2007	31 décembre 2007
Capital social	79 484	1 471				80 955
Prime d'émission et de fusion	2 631 609	111 350				2 742 959
Réserve légale	7 884					7 884
Report à nouveau	550 038		-38 996	-91 954		419 088
Sous-total	3 269 015	112 821	-38 996	-91 954	0	3 250 886
Résultat de l'exercice	-38 996		38 996		163 693	163 693
Total	3 230 019	112 821	0	-91 954	163 693	3 414 579

14. – Autres fonds propres.

Les autres fonds propres sont constitués de l'emprunt obligataire, d'une durée de 20 ans, remboursable en actions nouvelles ou existantes (Oranes) émis le 24 septembre 2002 dans le cadre de l'acquisition du Groupe Bcom3.

D'un montant initial de 857 812 milliers d'euros, cet emprunt a été réduit à 714 674 milliers d'euros suite au remboursement des trois premières tranches en septembre 2005, 2006 et 2007. Au 31 décembre 2007, il reste 1 562 129 Oranes de 457,50 euros nominal, donnant droit à recevoir 15 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison d'une par an du 1er septembre 2008 au 1er septembre 2022, soit un total de 23 431 935 actions à émettre. Corrélativement, la valeur unitaire de chaque Orane sera réduite de 30,5 euros par an à ces mêmes échéances.

Les Oranes portent intérêt au taux minimum de 0,82% du nominal. Cet intérêt a été revu pour la deuxième fois à l'occasion de l'échéance du 1er septembre 2008, sur la base de 110% de la moyenne des dividendes des trois derniers exercices ; le nouveau coupon, fixé pour la période septembre 2007- septembre 2010, représente un intérêt annuel de 1,69 %.

15. – Provisions pour risques et charges.

En milliers d'euros	Montant au 1er janvier 2007	Dotation 2007	Reprise 2007 (provision utilisée)	Reprise 2007 (provision non utilisée)	Montant au 31 décembre 2007
Provision pour impôts (1)	39 867				39 867
Provision pour indemnités de fin de carrière	4 206	802	-569		4 439
Provision pour engagements conditionnels à long terme envers le personnel	10 953	3 301			14 254
Provision pour risque sur actions propres (2)	7 088			-1 842	5 246
Provision pour perte de change		18 146			18 146
Autres provisions pour risques (3)	5 554	1 800	-1 306		6 048
Total	67 668	24 049	-1 875	-1 842	88 000

(1) Il s'agit de la provision pour impôt sur les plus-values d'apport dégagées sur les opérations de transfert de titres à Publicis USA Holdings, réalisées en mars 2000 en sursis d'imposition en vertu des dispositions de l'article 210-A du Code Général des Impôts.

(2) voir note 7.4 – Autres titres immobilisés

(3) Ces provisions incluent une provision pour des travaux de mise en conformité à réaliser dans l'immeuble du siège social à Paris qui s'élève à 3 800 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

16. – Emprunts obligataires.

(En milliers d'euros.)

Nombre de titres	Catégorie d'emprunt	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
	Echangeable IPG 2% - janvier 2007		7 500	7 500
5 484 334	Océane 2,75% - actuariel - janvier 2018	214 710	214 710	259 716
	Océane 2,75% - prime de remboursement	74 268	74 268	89 836
23 172 413	Océane 0,75% - juillet 2008	672 000	672 000	672 000
750 000	Eurobond 4,125% - janvier 2012	750 000	750 000	750 000
	Total hors intérêts courus	1 710 978	1 718 478	1 779 052
	Intérêts courus	15 599	15 063	14 869
	Total au bilan	1 726 577	1 733 541	1 793 921

— Emprunt obligataire échangeable Interpublic Group (IPG) – 2% janvier 2007 : Le 2 janvier 2007, date d'échéance prévue de remboursement de l'emprunt obligataire échangeable en titres IPG, les 750 obligations restantes de cet emprunt ont été remboursées.

— Océanes – 2.75% actuariel janvier 2018 : L'emprunt obligataire convertible en actions nouvelles ou existantes (Océanes) émis le 18 janvier 2002 pour un montant total à l'origine de 690 millions d'euros (hors prime) et une durée de 16 ans était composé de 17 624 521 obligations de 39,15 euros (représentant une prime de 35% par rapport au cours de référence de l'action Publicis au moment de l'émission), émises au pair, et portant intérêt au taux de 1% l'an. Les obligations sont remboursables en totalité à leur date d'échéance, le 18 janvier 2018, pour un montant égal au pair majoré d'une prime de remboursement de 34,59%. Ces obligations ont été remboursées à hauteur de 62,36% en février 2005 et de 6,52% en février 2006, ramenant la dette globale à 215 millions d'euros. Les obligations restantes seront remboursées en totalité à leur date d'échéance, le 18 janvier 2018, pour un montant correspondant à 134,59% du pair. Toutefois, elles peuvent être amorties de façon anticipée, soit par rachat en bourse, soit par offres publiques d'achat ou d'échange, et cela à tout moment depuis le 18 janvier 2007. Les porteurs d'obligations auront la faculté de demander le remboursement anticipé les 18 janvier 2010 et 2014. De plus, Publicis Groupe dispose d'un droit de procéder à un amortissement anticipé depuis le 18 janvier 2007, dans l'hypothèse où le cours de l'action dépasserait 125% du prix de remboursement anticipé. Les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion ou l'échange des obligations à tout moment depuis le 18 janvier 2002 jusqu'au septième jour ouvré précédant la date de maturité, à raison d'une action par obligation. Les actions émises pourront être, au choix de la société, des actions nouvelles ou existantes.

— Océanes – 0.75% juillet 2008 : L'emprunt obligataire convertible en actions nouvelles ou existantes (Océanes), émis le 8 juillet 2003 pour un montant total de 672 millions d'euros et une durée de 5 ans, est composé de 23 172 413 obligations de 29 euros, émises au pair, et portant intérêt au taux de 0,75% l'an. Ces obligations seront remboursées en totalité à leur date d'échéance, le 17 juillet 2008, au pair. Toutefois, elles peuvent être amorties de façon anticipée soit par rachat en bourse, soit par offre publique d'achat ou d'échange, et cela à tout moment depuis le 18 juillet 2003.

De plus, Publicis Groupe dispose d'un droit de procéder à un amortissement anticipé à compter du 15 décembre 2005, dans l'hypothèse où le cours de l'action dépasserait 130% du prix de remboursement anticipé.

Les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion ou l'échange des obligations à tout moment depuis le 26 août 2003 jusqu'au septième jour ouvré précédant la date de maturité, à raison d'une action par obligation. Les actions émises pourront être, au choix de la société, des actions nouvelles ou existantes.

— Eurobond - 4,125% janvier 2012 : L'emprunt obligataire classique émis le 28 janvier 2005, d'un montant de 750 millions d'euros au taux de 4,125 %, à échéance 2012, est composé de 750 000 obligations de 1 000 euros de valeur nominale. Emis à 99,3% de la valeur nominale, il est assorti d'une prime d'émission d'un montant total de 5 millions d'euros, amortie sur la durée de l'emprunt.

Les obligations seront remboursées au pair en totalité à leur date d'échéance, le 31 janvier 2012.

17. – Banques et dettes auprès des établissements de crédit.

Ce poste est exclusivement composé de soldes créditeurs de banques.

18. – Emprunts et dettes financières divers.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Emprunt à long terme auprès de Publicis Finance Services (1)	663 847		
Emprunt à long terme auprès de Publicis Groupe Holdings (2)	300 000		
Comptes courants - emprunts à court terme auprès des filiales et intérêts courus	419 335	506 167	1 416 481
Autres dettes	4 824	6 202	4 525
Total	1 388 006	512 369	1 421 006

(1) Le 28 novembre 2007, Publicis Groupe a contracté un emprunt de 977 250 milliers de dollars auprès de Publicis Finance Services, filiale du groupe qui gère le cash pool international, afin d'assurer une partie du financement du rachat auprès de Publicis Finance Services d'un prêt accordé à la filiale MMS USA Holdings pour l'acquisition de la société Digitas Inc. en début d'année 2007.

(2) L'emprunt de 300 000 milliers d'euros est un emprunt subordonné participatif accordé par Publicis Groupe Holdings le 5 octobre 2007 et d'une durée de 55 années.

19. – Etat des échéances des créances et des dettes.

Les créances de l'actif circulant sont toutes exigibles à moins d'un an.

L'échéancier des dettes est présenté ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires	1 726 577	687 599		1 038 978
Banques et dettes auprès des établissements de crédit	144	144		
Emprunts et dettes financières divers	1 388 006	423 045	1 114	963 847
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 971	6 971		
Dettes fiscales et sociales	4 065	4 065		
Autres dettes	1 183	1 183		
Total des dettes	3 126 946	1 123 007	1 114	2 002 825

20. – Éléments concernant les entreprises liées et les participations.

(En milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
Bilan :		
Participations	5 667 727	2 989
Créances rattachées à des participations	1 077 420	
Créances clients et comptes rattachés	3 059	
Autres créances	12 393	
Emprunts et dettes financières divers	1 387 914	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	581	
Compte de résultat :		
Production vendue (biens et services)	22 238	
Produits financiers de participation	93 759	
Intérêts et autres produits financiers	68 911	
Reprises de provisions financières	6 808	
Quote-part de résultats	900	
De société de personnes- produit		
Intérêts et autres charges financières	-30 896	
Produits exceptionnels	769 107	
Charges exceptionnelles	-610 251	

21. – Engagements hors bilan.

Engagements hors bilan donnés

— Obligations liées aux emprunts obligataires et aux Oranes

– Oceane 2018 – 2,75% actuariel janvier 2018 : Dans le cadre de l'Oceane 2018, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 39,15 euros à l'émission), à tout moment à compter du 18 janvier 2002 jusqu'au 7ème

jour ouvré précédant la date de maturité (janvier 2018). Compte tenu des remboursements anticipés intervenus en février 2005 et en janvier 2006, Publicis Groupe a un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 5 484 334 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

De plus, les porteurs ont la possibilité de demander le remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des obligations dont ils sont propriétaires le 18 janvier 2010 et 18 janvier 2014. Le prix de remboursement anticipé est calculé de telle sorte que le rendement brut actuariel annuel de l'obligation à la date de remboursement soit égal à 2,75%.

– Océane 2008 – 0,75% actuariel juillet 2008 : Dans le cadre de l'Océane 2008, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 29 euros à l'émission), à tout moment à compter du 26 août 2003 jusqu'au 7ème jour ouvré précédant la date de maturité (juillet 2008). Publicis Groupe a donc un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 23 172 413 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

– Oranes - Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes – septembre 2022 : Après le remboursement des trois premières tranches de l'emprunt en septembre 2005, 2006 et 2007, chaque Orane donne droit à recevoir 15 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison d'une par an jusqu'au 20ème anniversaire de l'emprunt. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer 1 562 129 actions chaque année, de l'année 2008 à 2022, soit 23 431 935 actions au total, qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

– Emprunt obligataire Eurobond 2012 : En janvier 2005, Publicis Groupe a consenti un prêt long terme de 977 millions de dollars au profit de MMS USA Holdings (ex Publicis USA Holdings), filiale détenue à 100 % par le Groupe.

Afin de se couvrir contre les variations futures du taux de change USD/euro, Publicis Groupe a procédé en janvier 2005 au swap de son émission obligataire Eurobond de 750 millions d'euros en un montant de 977 millions de dollars US.

Suite à la modification des termes du swap intervenue au cours de l'exercice 2006, l'émission à l'origine réalisée en taux fixe euro (nominal 4,125%) a été swapée en taux variable dollar (6,33% pour les deux derniers mois de l'exercice 2006). En septembre 2007, la partie change du swap a été débouclée dans le cadre global de la gestion de l'exposition d'actifs nets du groupe au risque de change.

— Obligations liées aux Bons de souscription d'actions (BSA) : L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment entre le 24 septembre 2013 et le 24 septembre 2022, entraînera une augmentation de capital de Publicis Groupe. Après annulation de bons de souscription rachetés au cours des exercices 2005 et 2006, Publicis Groupe est engagé à créer (dans l'hypothèse où la totalité des BSA seraient exercés) 5 602 699 actions de 0,40 euro de nominal et 30,1 euros de prime.

Plans d'options.

a. Plans d'options Publicis à l'origine :

Caractéristiques des plans de stock option Publicis en cours au 31 décembre 2007 :

Actions de 0,40 euro nominal	Type d'option	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (€)	Nombre options à lever au 31/12/07	Dont exerçables au 31/12/07	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
8ème tranche	Souscription	11/03/1998	8,66	21 000	21 000	2 008	0,19
9ème tranche	Souscription	04/11/1998	10,24	54 500	54 500	2 008	0,84
10ème tranche	Acquisition	07/09/2000	43,55	100 000	100 000	2 010	2,68
11ème tranche	Acquisition	23/04/2001	33,18	360 000	360 000	2 011	3,31
13ème tranche	Acquisition	18/01/2002	29,79	88 200	88 200	2 012	4,05
14ème tranche	Acquisition	10/06/2002	32,43	5 000	5 000	2 012	4,44
15ème tranche	Acquisition	08/07/2002	29,79	220 000	220 000	2 012	4,52
16ème tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	485 067	485 067	2 013	5,65
17ème tranche(1)	Acquisition	28/08/2003	24,82	3 999 348	3 999 348	2 013	5,65
19ème tranche(1)	Acquisition	28/09/2004	24,82	1 251 459	1 251 459	2 014	6,74
20ème tranche(1)	Acquisition	24/05/2005	24,76	475 655	475 655	2 015	7,39
21ème tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000		2 016	8,64
22ème tranche(2)	Acquisition	21/08/2006	29,27	9 208 050		2 016	8,64
23ème tranche(2)	Acquisition	24/08/2007	31,31	1 564 400		2 017	9,64
Total des tranches				17 932 679	7 060 229		
Prix moyen exercice				27,99	25,57		

(1) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2003-2005)

(2) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2006-2008)

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2007 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2006	Options attribuées en 2007	Options levées en 2007	Options annulées ou prescrites en 2007	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2007
-------------------------------	-------------------------------------	--	----------------------------	------------------------	--	--

7ème tranche	5,63	17 510		-9 470	-8 040	0
8ème tranche	8,66	27 000		-6 000		21 000
9ème tranche	10,24	266 000		-211 500		54 500
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	367 000			-7 000	360 000
13ème tranche	29,79	93 400			-5 200	88 200
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	496 067			-11 000	485 067
17ème tranche	24,82	5 679 827		-1 547 680	-132 799	3 999 348
18ème tranche	24,82	11 000			-11 000	
19ème tranche	24,82	1 517 004		-201 608	-63 937	1 251 459
20ème tranche	24,76	779 761		-264 769	-39 337	475 655
21ème tranche	29,27	100 000				100 000
22ème tranche	29,27	10 097 850			-889 800	9 208 050
23ème tranche	31,31		1 574 400		-10 000	1 564 400
Total tranches		19 777 419	1 574 400	-2 241 027	-1 178 113	17 932 679
Prix moyen d'exercice		27,21	31,31	23,31	28,17	27,99
Cours moyen de levée				31,44		

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2006 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2005	Options attribuées en 2006	Options levées en 2006	Options annulées ou prescrites en 2006	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2006
6ème tranche	4,91	12 870			-12 870	
7ème tranche	5,63	25 600		-8 090		17 510
8ème tranche	8,66	40 500		-13 500		27 000
9ème tranche	10,24	282 500		-16 500		266 000
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	380 000			-13 000	367 000
13ème tranche	29,79	104 600			-11 200	93 400
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	517 067			-21 000	496 067
17ème tranche	24,82	7 010 200		-688 879	-641 494	5 679 827
18ème tranche	24,82	11 000				11 000
19ème tranche	24,82	1 832 186		-138 542	-176 640	1 517 004
20ème tranche	24,76	887 975		-54 538	-53 676	779 761
21ème tranche	29,27		100 000			100 000
22ème tranche	29,27		10 256 050		-158 200	10 097 850
Total tranches		11 429 498	10 356 050	-920 049	-1 088 080	19 777 419
Prix moyen d'exercice		24,92	29,27	24,15	25,38	27,21
Cours moyen de levée				30,72		

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2005 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2004	Options attribuées en 2005	Options levées en 2005	Options annulées ou prescrites en 2005	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2005
5ème tranche	6,63	34 220		-9 880	-24 340	
6ème tranche	4,91	27 420		-14 550		12 870
7ème tranche	5,63	44 990		-19 390		25 600
8ème tranche	8,66	58 500		-18 000		40 500
9ème tranche	10,24	296 500		-14 000		282 500
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	380 000				380 000
13ème tranche	29,79	104 600				104 600
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	517 067				517 067
17ème tranche	24,82	8 014 000			-1 003 800	7 010 200
18ème tranche	24,82	11 000				11 000
19ème tranche	24,82	1 959 086			-126 900	1 832 186
20ème tranche	24,76		935 192		-47 217	887 975
Total tranches		11 772 383	935 192	-75 820	-1 202 257	11 429 498
Prix moyen d'exercice		24,77	24,76	7,19	24,45	24,92
Cours moyen de levée				25,52		

b. Plans d'options Digitas. — Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 31 décembre 2007 :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options à lever au 31/12/07	Dont exerçables au 31/12/07	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
Plans Digitas :									
1999	01/12/1999	10/03/2000	21,36	21,36	34 263	34 263	01/12/2009	10/03/2010	1,99
2000	03/04/2000	01/02/2001	13,73	58,58	72 895	72 895	03/04/2010	01/02/2011	2,70
2001	01/03/2001	24/01/2007	4,59	35,42	926 287	605 226	01/03/2011	24/01/2017	6,65
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	20,24	35,42	14 430	5 640	01/06/2015	01/12/2016	8,39
Plans modem media :									
1997	26/03/1997	29/09/2004	13,74	20,19	7 130	7 130	01/01/2008	29/09/2014	5,23
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	7 409	7 409	12/04/2010	22/06/2014	5,06
2000	12/10/2000	25/05/2004	11,16	19,18	1 191	1 191	12/10/2010	25/05/2014	2,78
Plans B.S.H (1) :									
1998a	01/05/1999	01/06/1999	6,16	6,16	1 040 199	1 040 199	01/05/2009	01/06/2009	1,01
1998b	06/01/1999	06/01/1999	2,47	2,47	46 294	46 294	06/01/2009	06/01/2009	1,01
Total des tranches					2 150 098	1 820 247			
Prix moyen d'exercice (€)					14,50	12,16			

(1) Bronner Slosberg Humphrey.

Mouvements du 25 janvier au 31 décembre 2007 sur plans de stock-options Digitas :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options restant à lever à la date d'acquisition	Options levées sur la période	Options annulées ou prescrites sur la période	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2007
	min	max				
Plans Digitas :						
1999	21,36	21,36	40 059	-5 513	-283	34 263
2000	13,73	58,58	103 243	-6 349	-23 999	72 895
2001	4,59	35,42	1 462 941	-376 008	-160 646	926 287
2005 UK	20,24	35,42	24 655		-10 225	14 430
Plans modem media :						
1997	13,74	20,19	22 446	-13 632	-1 684	7 130
1999	2,62	54,05	25 815	-17 762	-644	7 409
2000	11,16	19,18	5 690	-4 411	-88	1 191
Plans B.S.H (1) :						
1998a	6,16	6,16	1 152 414	-112 215		1 040 199
1998b	2,47	2,47	362 493	-316 199		46 294
Total des tranches			3 199 756	-852 089	-197 569	2 150 098
Prix moyen d'exercice (€)			14,16	9,76	29,41	14,50
Cours moyen de levée (€)				31,44		

(1) *Bronner Slosberg Humphrey.*

Par ailleurs un plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas, mis en oeuvre entre le 4 janvier 2005 et le 23 janvier 2007, est encore en cours de réalisation. Il a été converti en actions Publicis en utilisant les mêmes coefficients que pour les plans de stock options ordinaires (voir ci-dessus). Au jour de l'acquisition, le nombre de Restricted Shares Digitas en équivalent Publicis s'élevait à 396 654.

Pour les 290 434 Restricted Shares encore existantes au 31 décembre 2007, la date de fin d'indisponibilité des actions s'étale jusqu'au 23 janvier 2010. Une fois cette période terminée et sous réserve du respect des conditions de présence, les 290 434 Restricted Shares existantes au 31 décembre 2007 seront assimilées à des actions Publicis ordinaires.

— Garanties contractuelles données :

– Garantie jusqu'en 2019 pour le compte de Leo Burnett USA au profit du propriétaire des locaux du 35 West Wacker Drive à Chicago, à hauteur d'un montant maximum de 145 145 milliers de dollars pour le paiement des loyers et à hauteur d'un montant maximum de 161 677 milliers de dollars pour le paiement des taxes immobilières et des charges locatives relatives à l'immeuble

– Garantie jusqu'en 2016 pour le compte de Zenith Optimedia Ltd (UK) au profit du propriétaire des locaux du 24 Percy Street à Londres, à hauteur d'un montant maximum de 22 821 milliers de livres pour le paiement des loyers et à hauteur d'un montant maximum de 3 073 milliers de livres pour le paiement des charges locatives relatives à l'immeuble

– Garantie jusqu'en 2022 pour le compte de Fallon London Limited (UK) au profit du propriétaire des locaux du 20-30 Great Titchfield Street à Londres, à hauteur de 28 915 milliers de livres pour le paiement des loyers et à hauteur d'un montant maximum de 2 963 milliers de livres pour le paiement des charges locatives relatives à l'immeuble

– Garantie conjointe et solidaire des dettes des sociétés Publicis Groupe Holdings, Publicis Holdings, Publicis Groupe Investments.

Engagements donnés dans le cadre d'opérations de couverture de prêts en devises consentis à certaines filiales (autres que le swap de l'Eurobond décrit ci-dessus) :

Montant en devises (en milliers d'unités)	USD 17 448	USD 12 462	GBP 9 741	USD 9 243
Type de contrat	Couverture vendeuse	Couverture vendeuse	Couverture vendeuse	Couverture acheteuse
Devises	USD/EUR	USD/EUR	GBP/EUR	USD/EUR
Date d'échéance	31/03/2008	31/01/2008	02/01/2008	31/01/2008
Cours à terme	1,4527	1,4465	0,6830	1,4723
Contrepartie en milliers d'euro	12 011	8 616	14 262	6 278
Valeur de marché au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	11 853	8 465	13 283	6 278

— Engagements hors bilan reçus :

– Lignes de crédit non utilisées 1 500 millions d'euros dans le cadre du crédit syndiqué multidevises à échéance juillet 2012 avec une option d'extension, après accord des banques, jusqu'à juillet 2014.

– Lignes de crédit bilatérales de 201 millions d'euros non utilisées au 31 décembre 2007.

22. – Evénements postérieurs à la clôture.

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

23. – Tableau des filiales et des participations au 31 décembre 2007.

(Chiffres en milliers d'euros, sauf pour les capitaux propres déclarés dans la monnaie locale)

A. Filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Publicis Groupe :

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau	% De participation	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette	Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Dividendes encaissés
1. Filiales									
Publicis Groupe Investments B.V. Prof. W.h. Keesomlaan 12 1183 Dj Amstelveen Pays-Bas	69 742	5 985 160	100,00	5 375 438	5 375 438	0	0	1 579 597	29 320
MMS France Holdings, 133, Champs-Élysées, 75008 paris Siren 444 714 786	114 607	110 862	99,61	248 670	248 670	0	0	28 362	22 831
Médias et Régies Europe 9/11 rue Blaise Pascal, 92 200 Neuilly sur Seine Siren 353 938 905	24 150	12 012	99,99	25 508	25 508	0	15 074	1 868	30 026
Metrobus 9/11 rue Blaise Pascal 92 200 Neuilly sur Seine Siren 327 096 426	1 840	22 596	32,30	17 508	17 508	0	149 087	2 574	1 938
2- participations									
Europe immobilier, 26 bis, rue François 1er 75008 paris Siren 622 009 959	1 050	4 942	10,00	1 959	1 959	0	11 527	-34	0

B. Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations :

	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
Brute	292 282	5 375 438	2 996	0
Nette	292 282	5 375 438	2 996	0
Montant des prêts accordés	900	0	0	0
Montant des dividendes encaissés	60 334	34 148	0	0

V. — Projet d'affectation du résultat de l'exercice 2007 de Publicis Groupe S.A.

Le bénéfice de l'exercice 2007 étant de 163 693 180 euros, il est proposé de l'affecter à la réserve légale pour un montant de 211 134 euros et à la distribution aux actions pour un montant de 121 432 412 euros (représentant 0,60 euro x 202 387 354 actions, incluant les actions propres, arrêtées au 31 décembre 2007), le solde sera porté au compte report à nouveau pour un montant de 42 049 634 euros.

B. — Comptes consolidés provisoires de Publicis Groupe S.A.

(Exercice 2007)

I. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Revenu		4 671	4 386	4 127
Charges de personnel	3	-2 829	-2 630	-2 454
Autres charges opérationnelles	4	-954	-936	-908
Marge opérationnelle avant amortissements		888	820	765
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	5	-109	-107	-116
Marge opérationnelle		779	713	649
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5	-30	-22	-23
Perte de valeur	5	-6	-31	-33
Autres produits et charges non courants	6	3	29	59
Résultat opérationnel		746	689	652
Coût de l'endettement financier net	7	-73	-36	-78
Autres charges et produits financiers	7	-5	-14	-14
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		668	639	560
Impôt sur le résultat	8	-201	-192	-157
Résultat net des entreprises consolidées		467	447	403
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	13	9	22	11
Résultat net		476	469	414
Dont intérêts minoritaires		24	26	28
Dont part du Groupe		452	443	386
Données par action (en euros)	9			
Nombre d'actions		207 599 301	209 611 690	210 415 990
Bénéfice net par action		2,18	2,11	1,83
Nombre d'actions dilué		239 365 113	240 064 428	233 816 994
Bénéfice net par action – dilué		2,02	1,97	1,76

II. — Bilan consolidé.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2007	31/12/2006 (1)	31/12/2005 (1)
Écarts d'acquisition nets	10	3 546	2 840	2 883
Immobilisations incorporelles nettes	11	826	693	763
Immobilisations corporelles nettes	12	501	511	580
Impôts différés actifs	8	148	186	230
Titres mis en équivalence	13	49	44	33
Autres actifs financiers	14	112	118	118

Actifs non courants		5 182	4 392	4 607
Stocks et en-cours de production	15	391	430	436
Clients et comptes rattachés	16	4 926	4 550	4 289
Autres créances et actifs courants	17	432	413	446
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	1 313	1 920	1 980
Actifs courants		7 062	7 313	7 151
Total de l'actif		12 244	11 705	11 758

Passif	Notes	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Capital		81	79	79
Réserves consolidées, part du Groupe		2 117	2 001	1 977
Capitaux propres, part du Groupe	19	2 198	2 080	2 056
Intérêts minoritaires		27	27	20
Total capitaux propres		2 225	2 107	2 076
Dettes financières à plus d'un an	22	1 293	1 911	1 913
Impôts différés passifs	8	240	216	220
Provisions à long terme	20	449	509	582
Passifs non courants		1 982	2 636	2 715
Fournisseurs et comptes rattachés		5 662	5 270	5 030
Dettes financières à moins d'un an	22	819	203	224
Dettes d'impôts sur les sociétés		99	149	263
Provisions à court terme	20	107	116	120
Autres dettes et passifs courants	23	1 350	1 224	1 330
Passifs courants		8 037	6 962	6 967
Total du passif		12 244	11 705	11 758

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.6.

III. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En millions d'euros.)

	2007	2006 (2)	2005 (2)
I. Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net	476	469	414
Impôt sur le résultat	201	192	157
Coût de l'endettement financier net	73	36	78
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	-3	-27	-58
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	145	160	172
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	22	16	20
Autres produits et charges calculés	9	11	11
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-9	-22	-11
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	11	19	9
Impôt payé	-197	-229	-167
Intérêts financiers payés	-87	-85	-93
Intérêts financiers encaissés	51	74	44

Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1)	106	-21	44
Flux net de trésorerie généré par l'activité	798	593	620
II. Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-88	-81	-83
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	32	8
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-6	-3	7
Acquisitions de filiales (3)	-1 006	-58	-71
Cessions de filiales	10	11	98
Flux net de trésorerie lié aux opérations investissement	-1 079	-99	-41
III. Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Augmentation de capital	2		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-92	-66	-55
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées	-26	-23	-19
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	12	19	747
Remboursement des emprunts	-24	-52	-460
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et de BSA	-162	-264	7
Encaissements provenant des opérations de couverture	52	36	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-238	-350	220
IV. Incidence des variations de taux de change :	-82	-139	72
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)	-601	5	871
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 920	1 980	1 186
Soldes créditeurs de banques au 1er janvier	-30	-95	-172
Trésorerie à l'ouverture	1 890	1 885	1 014
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	1 313	1 920	1 980
Soldes créditeurs de banques au 31 décembre	-24	-30	-95
Trésorerie à la clôture	1 289	1 890	1 885
Variation de la trésorerie consolidée	-601	5	871
(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
Variation des stocks et en-cours de production	32	-46	40
Variation des créances clients et autres créances	-689	-526	-528
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	763	551	532
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	106	-21	44
(2) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.6 et reclassement des frais de restructuration payés dans la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.			
(3) Après déduction de 191 millions d'euros de trésorerie nette acquise chez Digita et 9 millions d'euros pour les autres acquisitions.			

IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

Nombre d'actions	(En millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
182 088 218	31 décembre 2004	78	2 537	-1 024	30	1 621	31	1 652
	Gains et (pertes) enregistrés en capitaux propres				88	88	5	93
	Résultat net de l'exercice			386		386	28	414
	Total des produits et (charges) de la période			386	88	474	33	507
1 637 949	Augmentation de capital de Publicis Groupe	1	47	-48				
	Dividendes versés			-55		-55	-19	-74
	Rémunérations fondées sur des actions			20		20		20
	Rachat de bons de souscription d'actions			-2		-2		-2
	Intérêts complémentaires sur Oranes			-2		-2		-2
	Rachat partiel de la partie option de l'Océane 2018			-9		-9		-9
	Effet de périmètre et des engagements de rachats de minoritaires						-25	-25
343 079	Achats/Ventes d'actions propres			9		9		9
184 069 246	31 décembre 2005	79	2 584	-725	118	2 056	20	2 076
	Gains et (pertes) enregistrés en capitaux propres				-103	-103	-4	-107
	Résultat net de l'exercice			443		443	26	469
	Total des produits et (charges) de la période			443	-103	340	22	362
1 600 219	Augmentation de capital de Publicis Groupe		47	-47				
	Dividendes versés			-66		-66	-23	-89
	Rémunérations fondées sur des actions			16		16		16
	Rachat de bons de souscription d'actions			-201		-201		-201
	Intérêts complémentaires sur Oranes			-1		-1		-1
	Effet de périmètre et des engagements de rachats de minoritaires						8	8
-2 065 587	Achats/Ventes d'actions propres			-64		-64		-64
183 603 878	31 décembre 2006	79	2 631	-645	15	2 080	27	2 107
	Gains et (pertes) enregistrés en capitaux propres				-229	-229	-3	-232
	Résultat net de l'exercice			452		452	24	476
	Total des produits et (charges) de la période			452	-229	223	21	244
3 678 125	Augmentation de capital de Publicis Groupe	2	111	-48		65		65
	Dividendes versés			-92		-92	-26	-118

	Rémunérations fondées sur des actions			22		22		22
	Juste valeur des stock-options intégrées dans le coût d'acquisition de Digita et Business Interactif			65		65		65
	Intérêts complémentaires sur Oranes			-3		-3		-3
	Effet de périmètre et des engagements de rachats de minoritaires						5	5
-3 681 592	Achats/Ventes d'actions propres			-162		-162		-162
183 600 411	31 décembre 2007	81	2 742	-411	-214	2 198	27	2 225

Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

a. Variations de la période :

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Réévaluation des titres disponibles à la vente	-16	11	-16
Couverture d'investissements nets	-1	-8	9
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	8	2	-21
Impôts différés sur stock options	-8	2	
Réserve de conversion	-212	-110	116
Total des gains et (pertes) de la période enregistrés directement en capitaux propres	-229	-103	88

b. Soldes à la clôture :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Réévaluations d'immobilisations corporelles	105	105	105
Réévaluation des titres disponibles à la vente	19	35	24
Couverture d'investissements nets		1	9
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	-19	-27	-29
Impôts différés sur stock options	-6	2	
Réserve de conversion	-313	-101	9
Solde de clôture des gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres	-214	15	118

V. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1. — Règles et méthodes comptables.

1.1. Principes et méthodes de consolidation. — En application du règlement européen N° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2007 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS /IFRS applicables au 31 décembre 2007 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes de l'exercice 2007 sont présentés avec deux exercices comparatifs au titre des exercices 2006 et 2005 également établis selon le même référentiel IAS/IFRS. Les options comptables liées à la première adoption des IFRS sont présentées au paragraphe 1.4 ci-dessous.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 8 février 2008 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 12 février 2008. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires, qui ont le pouvoir de modifier les comptes présentés, lors de l'Assemblée Générale du 3 juin 2008.

— Monnaie de présentation des comptes consolidés : Publicis arrête et publie ses comptes consolidés en euros.

— Participations dans les filiales : Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Publicis Groupe S.A. et de ses filiales préparés au 31 décembre de chaque année. Les filiales sont consolidées à compter de la prise de contrôle par le Groupe et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin d'obtenir des bénéfices de ses activités. Ce contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales plus de la moitié des droits de vote. Dans le cas où le Groupe détient directement ou indirectement moins de la moitié des droits de vote, le contrôle peut néanmoins provenir des statuts, d'un accord contractuel, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de direction ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote.

— Participations dans les entreprises associées : La participation du Groupe dans les entreprises associées est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entreprise dans laquelle le Groupe a une influence notable, présumée dès lors que le pourcentage de détention est au moins égal à 20%, et qui n'est ni une filiale ni une coentreprise (entreprise sous contrôle conjoint) du Groupe.

Une participation dans une entreprise associée est comptabilisée au bilan au coût d'acquisition augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue depuis l'acquisition. La participation du Groupe inclut l'écart d'acquisition, traité conformément à la méthode comptable présentée ci-dessous. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans le résultat après impôt de l'entreprise associée.

— Opérations en devises étrangères : Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des écarts sur les prêts ou emprunts qui en substance font partie de l'investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement inscrits dans les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net, date à laquelle ils sont reconnus en résultat.

— Conversion des états financiers exprimés en devises étrangères : La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère. Les comptes des filiales situées à l'extérieur de la zone euro exprimés en devises locales sont convertis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés, de la façon suivante :

– les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture ;

– le compte de résultat est converti au cours moyen de l'année ;

– les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits, pour la part revenant au Groupe, dans le poste « Gains et pertes enregistrés en capitaux propres – Réserve de conversion » et pour la part des tiers, dans le poste « Intérêts minoritaires ».

L'écart d'acquisition et les ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs résultant de la comptabilisation d'une acquisition d'une entité étrangère sont exprimés dans la monnaie de fonctionnement de l'entreprise acquise et convertis au cours de clôture.

Éliminations des opérations internes au Groupe

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. De même, les résultats internes au Groupe (résultats de cessions et dividendes internes, provisions sur filiales) sont éliminés du résultat consolidé, sauf en cas de perte de valeur.

1.2. Principes et méthodes comptables :

— Études, recherche et développement : Publicis comptabilise les dépenses d'études et de recherche en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées. Ces dépenses se rapportent principalement aux éléments suivants : études et tests relatifs aux campagnes publicitaires, programmes de recherche sur le comportement des consommateurs et les besoins des annonceurs dans différents domaines, études et modélisations visant à optimiser l'achat d'espace des clients du Groupe.

Les dépenses de développement encourues sur un projet individuel sont activées quand sa recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des revenus futurs relatifs au projet.

— Écarts d'acquisition : L'écart d'acquisition représente la différence constatée entre le coût d'acquisition des titres (y compris les éventuels compléments de prix qui sont enregistrés en dettes financières lorsqu'ils sont probables et que leur montant peut être mesuré de façon fiable) et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation sur une base annuelle. Le test de dépréciation est réalisé pour la ou les unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté en comparant la valeur recouvrable et la valeur comptable de la ou des unités génératrices de trésorerie. Le Groupe considère que l'unité génératrice de trésorerie est l'agence ou un regroupement d'agences.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés. Les calculs s'appuient sur des prévisions de flux de trésorerie à cinq ans, un taux de croissance des flux à l'infini et une actualisation de l'ensemble des flux. Le taux d'actualisation retenu reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie.

Si les valeurs comptables de l'unité génératrice de trésorerie excèdent la valeur recouvrable, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont imputées en priorité à l'écart d'acquisition et enregistrées au compte de résultat.

— Immobilisations incorporelles : Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément de l'écart d'acquisition si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

– elles sont identifiables, c'est à dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels,

– elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de technologie, de bases de données d'e-mails et de logiciels

Les marques, considérées comme à durée d'utilité indéfinie, ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui se situe généralement entre 10 et 40 ans. Elles font également l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

La technologie résulte de l'engagement du Groupe dans les activités interactives. Elle est amortie sur une période de 3 à 4 ans.

Les bases de données d'adresses e-mails sont utilisées dans le cadre de campagne d'e-mailing direct. Ces bases sont amorties sur 2 ans.

La méthode utilisée pour la dépréciation des actifs incorporels est basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés. Plus précisément pour les marques, le Groupe recourt à la méthode des « Royalty savings » qui prend en compte les flux de trésorerie futurs que générerait la marque en terme de royalties en supposant qu'un tiers serait prêt à payer pour l'utilisation de cette marque. En ce qui concerne les relations contractuelles avec les clients, la méthode prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les évaluations sont effectuées par des experts indépendants. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des écarts d'acquisition.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe) soit à leur coût de production (développement interne). Ils sont amortis sur leur durée d'utilité, sans jamais excéder trois ans.

— Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Publicis a choisi de réévaluer l'immeuble situé au 133, avenue des Champs-Élysées à sa juste valeur à la date de transition aux IFRS et de considérer cette valeur comme le coût par convention à la date de transition.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs qui ont des durées d'utilité différentes, chaque élément étant comptabilisé séparément et amorti sur une durée distincte.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque immobilisation. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles les plus couramment pratiquées sont les suivantes (amortissements linéaires) :

- Constructions : 20 à 70 ans,
- Agencements des constructions, installations générales : 10 ans,
- Matériel de bureau, mobilier de bureau : 5 à 10 ans,
- Matériel de transport : 4 ans,
- Matériel informatique : 2 à 4 ans.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des actifs corporels ou unités génératrices de trésorerie auxquels appartiennent les actifs est comparée à la valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

— Contrats de location : Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan dès l'origine du contrat de location pour le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux. Ces biens sont enregistrés en immobilisations corporelles, avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Ils sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat et la durée d'utilité retenue pour un actif similaire détenu en pleine propriété. Au compte de résultat, les redevances de location financement sont remplacées par les intérêts d'emprunt et l'amortissement du bien. L'impact fiscal de ce retraitement de consolidation est pris en compte.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

— Investissements : Tous les investissements sont initialement comptabilisés au coût qui correspond au prix payé ou à la juste valeur des biens remis en paiement.

Après la comptabilisation initiale, les investissements classés dans les catégories "actifs détenus à des fins de transaction" ou "actifs disponibles à la vente" sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. Les profits et pertes sur investissements détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat. Les profits et pertes sur investissements disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres, sur une ligne spécifique, jusqu'à ce que l'investissement soit vendu ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'investissement a perdu de la valeur.

Les autres investissements à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, tels que les obligations, sont par la suite évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les investissements comptabilisés au coût amorti, les profits et pertes sont reconnus en résultat lorsque les investissements sont sortis de l'actif ou qu'ils ont perdu de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

Pour les investissements qui sont négociés activement sur des marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence au prix de marché publié à la date de clôture. Pour les investissements pour lesquels il n'y a pas de prix de marché publié sur un marché actif, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument quasiment identique ou calculée sur la base des flux de trésorerie attendus de l'investissement.

— Créances rattachées à des participations : Ce poste comprend les créances à caractère financier détenues par le Groupe sur des entreprises associées ou non consolidées.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsqu'il existe, en raison de la situation financière des entités concernées, un risque de non recouvrement. Cette provision figure alors dans le poste "Provision sur autres actifs financiers non courants".

— Stocks et en-cours de production : Dans ce poste figurent principalement les travaux en cours liés à l'activité publicitaire. Ceux-ci correspondent aux travaux techniques de création et de production (graphique, TV, radio, édition...) facturables au client mais non encore facturés. Ils sont enregistrés sur la base des coûts engagés et dépréciés lorsque leur valeur nette de réalisation devient inférieure à leur coût. Les travaux non facturables ou les coûts engagés pour le gain de nouveaux clients ne sont pas activés, sauf si la refacturation de ces coûts de réponse aux appels d'offre est prévue contractuellement. Pour apprécier la valeur nette de réalisation, les en-cours sont examinés au cas par cas et dépréciés en fonction de critères comme l'existence de litiges avec le client.

— Créances clients : Les créances sont enregistrées pour le montant initial de la facture. Celles qui présentent un risque de non recouvrement font l'objet d'une provision pour dépréciation. Les créances clients sont dépréciées au cas par cas en fonction de divers critères comme l'existence de difficultés de recouvrement, de litiges ou de la situation du débiteur.

Compte tenu des activités du Groupe, les créances clients sont à court terme. Néanmoins, toute créance dont l'échéance serait lointaine serait évaluée en calculant sa valeur actualisée.

— Instruments financiers dérivés : Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts pour couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur qui est déterminée par référence aux prix de marché disponibles à la clôture.

Dès lors qu'elles sont qualifiées comptablement de couverture, il convient de distinguer :

- les couvertures de juste valeur, qui couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé,
- les couvertures de flux de trésorerie, qui couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie futurs,
- les couvertures d'investissement net.

Concernant les couvertures relatives à un actif ou un passif comptabilisé, tout profit ou perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à sa juste valeur est comptabilisé immédiatement au compte de résultat. Parallèlement tout profit ou perte sur l'élément couvert vient modifier la valeur comptable de cet élément en contrepartie d'un impact au compte de résultat.

Concernant les couvertures utilisées pour couvrir des engagements fermes et qui remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie futurs), la partie du profit ou de la perte réalisée sur l'instrument de couverture qui est déterminée comme étant une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres. La partie inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les profits et les pertes qui ont été comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'engagement ferme couvert affecte le résultat, par exemple lorsque la vente prévue survient effectivement.

Concernant les couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger, y compris la couverture d'un élément monétaire comptabilisé comme faisant partie de l'investissement net, le principe de comptabilisation est similaire aux couvertures de flux de trésorerie futurs. Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat. Lors de la sortie de l'activité à l'étranger, la valeur cumulée des profits et des pertes qui a été comptabilisée directement en capitaux propres est comptabilisée en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé directement dans le résultat de l'exercice.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui sont qualifiés de couverture de juste valeur sont comptabilisées en autres charges et produits financiers, comme les variations de valeur des éléments sous-jacents. La juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée en autres actifs et autres passifs courants.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois et les Sicav et fonds communs de placement monétaires soumis à un risque négligeable de changement de valeur, c'est à dire qui respectent les critères suivants : sensibilité au risque de taux inférieur ou égal à 0,25 et volatilité historique à 12 mois proche de zéro.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des soldes créditeurs de banques.

— Actions propres : Les actions propres quelle que soit leur destination sont comptabilisées en déduction des capitaux propres.

— Emprunts obligataires

– Emprunts obligataires simples : Les emprunts obligataires sont initialement enregistrés à la juste valeur, qui correspond au montant reçu, net des coûts d'émission.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts obligataires sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, qui prend en compte tous les coûts d'émission et toute décote ou prime de remboursement.

– *Emprunts obligataires avec option de conversion et emprunts remboursables en actions* : Pour les emprunts obligataires convertibles en actions (Oceanes), les emprunts remboursables en actions (Oranes) ou les emprunts avec bons de souscription d'actions (OBBSA), la composante dette et la composante capitaux propres sont séparées dès leur comptabilisation initiale. La juste valeur de la composante dette à l'émission est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs contractuels en utilisant le taux de marché applicable pour un emprunt obligataire qui aurait été souscrit par la société aux mêmes conditions mais sans option de conversion.

La valeur de la composante capitaux propres est déterminée à l'émission par différence entre la juste valeur de la composante dette et la juste valeur de l'emprunt obligataire. La valeur de l'option de conversion n'est pas revue au cours des exercices ultérieurs.

Les frais d'émission sont répartis entre la part dette et la part capitaux propres sur la base de leurs valeurs comptables respectives au moment de l'émission. La composante dette est ensuite évaluée sur la base du coût amorti.

— Engagements de rachat de minoritaires : Publicis a consenti à des actionnaires de ses filiales consolidées par intégration globale des options de vente de leurs participations minoritaires.

Dans l'attente d'une interprétation IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, le traitement comptable suivant a été retenu en application des normes IFRS en vigueur :

– lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes financières pour la valeur actualisée du montant de rachat, avec pour contrepartie les intérêts minoritaires et pour le solde, l'écart d'acquisition,

– la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition,

– à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont contre-passées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en dettes financières est soldé par contrepartie du décaissement lié au rachat de la participation minoritaire.

— Provisions :

Les provisions sont comptabilisées lorsque :

– le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,

– il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,

– le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps étant comptabilisée en charge financière.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et sont décrits en annexe lorsqu'ils sont significatifs, sauf dans le cas de regroupement d'entreprise où ils constituent des éléments identifiables.

– Provisions pour litiges : Le Groupe constitue une provision chaque fois qu'un risque lié à un procès ou litige de toute nature (commerciale, réglementaire, fiscale ou sociale) est identifié, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre ce risque et qu'une estimation fiable du coût lié à ce risque est possible. Dans de tels cas, le montant de la provision (y compris les pénalités liées) est déterminé par les agences et leurs experts, sous la supervision des services centraux du Groupe, sur la base de la meilleure estimation des coûts probables liés au procès ou litige.

– Provisions pour restructuration : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque ces mesures ont été décidées et annoncées.

Dans le cadre d'une acquisition, les plans de restructuration qui ne sont pas des passifs pour l'entreprise acquise lors de l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, au coût des préavis non réalisés comptabilisés en charges de personnel, ainsi qu'aux éventuelles mises au rebut d'immobilisations et d'autres actifs.

– Provisions sur engagements immobiliers : Une provision est constituée pour le montant des loyers et frais annexes à payer, net des recettes estimées de sous-locations, sur tout bien immobilier si le bien est sous-loué ou vacant, et n'est pas destiné à être utilisé dans le cadre des activités principales.

Une provision est également constituée dans le cadre d'une acquisition en cas d'existence de contrats de location immobilière conclus à des conditions moins favorables que les conditions de marché constatées à la date d'acquisition.

– Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi : Le Groupe comptabilise les engagements liés aux pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi en fonction de la qualification de ces régimes :

- à cotisations définies : les montants des contributions du Groupe à ces cotisations versées sont comptabilisés en charges de la période.

- à prestations définies : le coût des prestations définies est déterminé séparément pour chaque régime en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels générés durant l'exercice sont comptabilisés directement en capitaux propres. L'effet de la désactualisation des engagements de retraite, net des rendements attendus des actifs en couverture, est constaté en « Autres charges et produits financiers ».

— Fournisseurs et comptes rattachés : Ce poste comprend toutes les dettes d'exploitation (y compris les effets à payer et factures à recevoir) liées à l'acquisition de biens et services ainsi que celles relatives aux opérations d'achat d'espace en qualité de mandataire. Ces dettes ont une échéance de moins d'un an. Toutefois toute dette dont l'échéance serait lointaine serait actualisée.

— Revenu : Un accord écrit du client (bon de commande, courrier, contrat client...) indiquant la nature et le montant des travaux est nécessaire en préalable à la reconnaissance du revenu. Les principes de reconnaissance du revenu sont les suivants :

– *Contrats à la commission (hors production)* : Le revenu des prestations de création publicitaire et des services d'achat d'espace est reconnu à la date de diffusion ou de publication.

– *Honoraires (contrat ponctuel, contrat à honoraires fixes, contrat sur base de temps passés...)* : Le revenu est comptabilisé lorsque la prestation a été réalisée. Le revenu des contrats à honoraires fixes est comptabilisé sur une base linéaire qui reflète la nature et l'étendue des services rendus. Le revenu des contrats sur base de temps passé est reconnu en fonction des travaux effectués.

– *Honoraires basés sur des critères de performance* : Le revenu est comptabilisé lorsque les critères de performance sont atteints et font l'objet d'une confirmation par le client.

— Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis : La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. Elle est déterminée par un expert indépendant, selon le modèle Black-Scholes. Pour les plans où la levée est liée à la réalisation d'objectifs, le Groupe estime la probabilité de réalisation de ces objectifs et en tient compte dans la détermination du nombre d'actions à émettre.

— Autres produits et charges non courants : Publicis présente en "Autres produits et charges non courants" les produits et charges inhabituels afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle du Groupe. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

— Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financières : Le coût de l'endettement financier net inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières et les produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les effets de la désactualisation des provisions immobilières à long terme et des provisions pour retraites (nets du rendement des actifs), les variations de juste valeur des dérivés ainsi que les gains et pertes de change.

— Impôt sur les bénéfices : Les bénéfices sont taxés selon les réglementations propres aux pays dans lesquels ils sont réalisés. Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable (résultant du renversement de différences temporelles imposables ou de l'existence d'un bénéfice imposable généré par l'entité) sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôts différés non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

— Bénéfice par action et bénéfice dilué par action (BNPA et BNPA dilué) : Le bénéfice de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice y compris l'effet du remboursement des Oranes en actions, les Oranes étant contractuellement remboursables en actions ordinaires.

Le bénéfice dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires après neutralisation des intérêts sur les emprunts remboursables ou convertibles en actions par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ajusté des effets des options dilutives, des bons de souscription d'actions dilutifs et de la conversion des obligations convertibles en actions (Océanes).

Pour le calcul du bénéfice dilué par action, seuls sont pris en considération les instruments ayant un effet dilutif sur ce dernier, c'est à dire qui ont pour effet de réduire le bénéfice par action.

Pour les options de souscription ou d'achat d'actions Publicis et les bons de souscription d'actions, la méthode utilisée est précisée ci-après.

Pour calculer le bénéfice dilué par action, les options dilutives et les bons de souscription d'actions dilutifs sont supposés avoir été exercés.

Le produit résultant de l'exercice de ces instruments est considéré comme ayant été perçu lors de l'émission d'actions ordinaires au cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période (réputée valorisée à la juste valeur, cette émission sans effet dilutif ni relatif n'est pas prise en compte dans le calcul du BNPA dilué). La différence entre le nombre d'actions ordinaires émises et le nombre d'actions ordinaires qui auraient été émises au cours moyen de marché doit être traitée comme une émission d'actions ordinaires sans contrepartie financière, donc ayant un effet dilutif ; ce nombre est pris en compte dans le dénominateur du bénéfice dilué par action.

De ce fait, les options et les bons de souscription d'actions n'ont un effet dilutif que lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options ou des bons de souscription d'actions (c'est-à-dire qu'elles sont « dans la monnaie »).

Outre ce bénéfice par action (de base et dilué), le Groupe calcule et communique habituellement un BNPA « courant » de base et dilué, qui est similaire à celui décrit ci-dessus, sauf pour ce qui est du résultat retenu, qui exclut :

– la ligne « perte de valeur » et « dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions »,

– certains produits et charges à caractère inhabituel (enregistrés sur la ligne « Autres produits et charges non courants »), spécifiquement désignés.

1.3. Principales sources d'incertitude relatives aux estimations. — La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.

Les caractéristiques des principales méthodes comptables, les jugements et autres incertitudes affectant l'application de ces méthodes comptables, ainsi que la sensibilité des résultats aux changements des conditions et hypothèses, sont des facteurs à prendre en compte. En effet, le Groupe élabore des estimations et des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables ainsi obtenues seront, par définition, rarement égales aux réalisations.

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modifications des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs au cours d'un exercice ultérieur concernent :

— La juste valeur attribuée aux actifs et passifs intégrés lors d'un regroupement d'entreprises,

— La dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles,

— Les provisions pour risques et charges,

— Les provisions pour créances douteuses,

— L'évaluation de la juste valeur des options attribuées dans le cadre des plans d'options de souscription d'actions de Publicis Groupe S.A.

— La reconnaissance d'impôts différés actifs.

Des éléments détaillés figurent dans les Notes 5, 20, 21 et 28 de la présente annexe.

1.4. Options comptables liées à la première adoption des IFRS. — Les informations financières IFRS 2004 ont été établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1. L'application rétrospective sur le bilan d'ouverture des principes comptables retenus pour l'établissement des informations financières IFRS constitue le principe général de retraitement. L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres. Les exceptions facultatives à l'application rétrospective des normes IFRS prévues par la norme IFRS 1 retenues lors de l'établissement du bilan d'ouverture sont les suivantes :

— Regroupement d'entreprises : Publicis a opté pour la possibilité de ne pas retraiter la classification et les méthodes antérieures de comptabilisation des regroupements d'entreprises intervenus avant la date de transition. A compter de cette date, les regroupements d'entreprises sont traités conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

Par ailleurs, la valeur brute des écarts d'acquisition en IFRS au 1er janvier 2004 est réputée être égale à la valeur nette de ces écarts en normes françaises.

— Ecart de conversion : Publicis a choisi de ne pas procéder à l'identification et à la reconstitution des écarts de conversion cumulés pour comptabilisation en tant que composante distincte des capitaux propres à la date de transition aux IFRS. De ce fait, les écarts de conversion cumulés provenant de la

conversion des comptes des sociétés étrangères ont été annulés à la date de transition aux IFRS et les gains ou pertes sur une cession ultérieure de ces entités étrangères n'incluront que les écarts de conversion générés depuis la date de transition aux IFRS.

— Ecarts actuariels sur engagements de retraite : Publicis a choisi de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels relatifs aux régimes d'avantages au personnel à la date de transition aux IFRS. Ce traitement avait déjà été appliqué dans les comptes consolidés 2004 établis selon les principes comptables français.

— Evaluation de certains actifs corporels à la juste valeur comme coût présumé : Publicis a choisi de réévaluer l'immeuble situé au 133, avenue des Champs-Élysées à Paris, à sa juste valeur et de considérer cette valeur comme coût présumé à la date de transition.

La juste valeur de cet immeuble à la date de transition s'élève à 164 millions d'euros ce qui représente à cette date un ajustement de 159 millions d'euros par rapport à sa valeur figurant selon les normes comptables antérieures. L'évaluation a été effectuée par un expert indépendant selon la méthode de la capitalisation des loyers.

— Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis : Publicis applique la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions et assimilés, uniquement pour les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1er janvier 2005.

— Désignation des instruments financiers à la juste valeur par résultat ou disponibles à la vente : Publicis a choisi l'option de désignation des instruments financiers à la juste valeur par résultat ou en titres disponibles à la vente à la date de transition.

1.5. Impact des normes IFRS et interprétations de l'IFRIC publiées et non encore en vigueur. — Le Groupe a analysé les normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC publiés et approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2007 et applicables au plus tard au 1er janvier 2008 ainsi que ceux publiés mais non encore approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2007. Le Groupe s'attend à ce que l'adoption de ces textes n'ait pas d'impact significatif sur ses états financiers pour la période de leur première application.

1.6. Changements de méthodes comptables. — Effet des normes et interprétations IFRS applicables à compter du 1er janvier 2007

Au cours de l'exercice, le Groupe a adopté les nouvelles normes et amendements IFRS ainsi que les nouvelles interprétations IFRIC présentées ci-dessous :

— IFRS 7 sur les informations à fournir sur les instruments financiers,

— amendement d'IAS 1 sur la présentation des états financiers,

— IFRIC 7 sur les modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 lorsqu'une entité doit appliquer IAS 29 pour la première fois au cours d'une période (pas d'hyperinflation au cours de la période précédente),

— IFRIC 8 qui confirme l'application d'IFRS 2 aux transactions par lesquelles des actionnaires d'une entité ont contracté l'obligation de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs pour des montants fondés sur le prix ou la valeur de l'action ou d'autres instruments de capitaux propres de l'entité,

— IFRIC 9 sur l'identification des dérivés incorporés,

— IFRIC 10 qui précise que les pertes de valeur comptabilisées lors des arrêts intermédiaires ne doivent pas être reprises lors d'arrêts ultérieurs.

L'application de ces normes ou interprétations n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes.

Retraitement des périodes antérieures. — Le classement des coûts de revient des espaces publicitaires livrés mais non encore facturés a été précisé et harmonisé dans le Groupe. Ces coûts sont présentés en "Clients et comptes rattachés" par contrepartie des « dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Impacts sur les comptes 2006

Bilan.

(En millions d'euros)	Bilan au 31/12/ 2006 publié	Reclassements	Bilan au 31/12/2006 après reclassements
Stocks et en-cours de production	688	-258	430
Clients et comptes rattachés	4 214	336	4 550
Fournisseurs et comptes rattachés	5 192	78	5 270

Tableau des flux de trésorerie.

(En millions d'euros)	31/12/2006 publié (1)	Reclassements	31/12/2006 après reclassements
Variation des stocks et en-cours de production	-152	106	-46
Variation des créances clients et autres créances	-338	-188	-526
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	469	82	551
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-21		-21

(1) Après reclassement des frais de restructuration payés en « Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions »

Impacts sur les comptes 2005.

Bilan.

(En millions d'euros)	Bilan au 31/12/2005 publié	Reclassements	Bilan au 31/12/2005 après reclassements
Stocks et en-cours de production	580	-144	436
Clients et comptes rattachés	4 145	144	4 289

Tableau des flux de trésorerie.

(En millions d'euros)	31/12/2005 publié (1)	Reclassements	31/12/2005 après reclassements
Variation des stocks et en-cours de production	-97	137	40
Variation des créances clients et autres créances	-391	-137	-528
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	532		532
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	44		44

(1) Après reclassement des frais de restructuration payés en « Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions »

2. – Variations du périmètre de consolidation.

2.1. Acquisitions de l'exercice :

Digitas. — Au cours du mois de décembre 2006, Publicis Groupe a lancé une offre publique d'achat amicale sur Digitas Inc. (USA), leader dans le domaine des services marketing et de communication digitale et interactive. En conséquence de cette offre, qui a expiré le 29 janvier 2007, le Groupe s'est porté acquéreur, au travers d'une de ses filiales américaines, de plus de 90% du capital de Digitas.

Cette opération a été suivie d'une fusion à l'issue de laquelle MMS USA Holdings détient désormais 100% de Digitas. Le financement de cette acquisition s'est fait par utilisation de la trésorerie disponible des filiales américaines du Groupe.

La date de première consolidation de Digitas a été fixée au 25 janvier 2007, date de la prise de contrôle. L'allocation du prix d'acquisition se présente comme suit (en millions d'euros) :

Prix d'acquisition des titres Digitas	947
Coûts liés à la transaction	7
Juste valeur des stock-options, nette d'impôt	40
Coût d'acquisition (A)	994
Actifs non courants (1)	42
Actifs courants	293
Total de l'actif (B)	335
Passifs non courants	-20
Passifs courants	-230
Total du passif (C)	-250
Situation nette acquise avant ajustements de juste valeur (1) (D = B+C)	85
Relations contractuelles avec les clients	127
Marques	91
Ajustement des en-cours à la juste valeur	10
Provisions sur engagements immobiliers	-12
Provisions pour risques fiscaux	-2
Autres ajustements	-3
Impact fiscal des ajustements ci-dessus	-81
Reconnaissance d'impôts différés sur pertes fiscales reportables non reconnus par Digitas	46
Reconnaissance d'impôts différés sur différences temporelles non reconnus par Digitas	17
Total des ajustements de juste valeur (E)	193
Situation nette acquise après ajustements de juste valeur (F = D+E)	278
Ecart d'acquisition (G=A-F)	716

(1) A l'exclusion des écarts d'acquisition et des actifs incorporels liés aux acquisitions réalisées par Digitas.

Le revenu et le résultat net de Digitas pour la période entre le 25 janvier et le 31 décembre s'élèvent à respectivement 312 millions et 11 millions d'euros. Si l'acquisition avait été réalisée au 1er janvier 2007, le revenu et le résultat net-part du Groupe combinés (Publicis et Digitas) de l'exercice représenteraient respectivement 4 691 et 452 millions d'euros.

Business Interactif. — Le 14 juin 2007, Publicis Groupe a annoncé son intention d'acquérir Business Interactif, premier groupe français indépendant de communication digitale et interactive et coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Au terme d'une offre de rachat conclue avec succès, le Groupe a déposé une offre de retrait obligatoire finalisée au mois de novembre 2007.

Le Groupe détient 100% du capital de Business Interactif au 31 décembre 2007. La date de première consolidation de Business Interactif a été fixée au 9 juillet 2007, date de la prise de contrôle.

L'allocation préliminaire du prix d'acquisition se présente comme suit (en millions d'euros) :

Prix d'acquisition des titres Business Interactif rémunérés en numéraire	68
Prix d'acquisition des titres Business Interactif rémunérés par augmentation de capital de Publicis Groupe	63
Coûts liés à la transaction	2
Juste valeur des stock-options, nette d'impôt	
Coût d'acquisition (A)	133
Actifs non courants (1)	4
Actifs courants	20
Total de l'actif (B)	24
Passifs non courants	3
Passifs courants	23
Total du passif (C)	26
Situation nette acquise avant ajustements de juste valeur (1) (D =B+C)	-2
Relations contractuelles avec les clients	6
Technologie	5
Marque	2
Loyers différés	1
Impact fiscal des ajustements ci-dessus	-5
Total des ajustements de juste valeur (E)	9
Situation nette acquise après ajustements de juste valeur (F =D+E)	7
Ecart d'acquisition (G=A-F)	126

(1) A l'exclusion des écarts d'acquisition et des actifs incorporels liés aux acquisitions réalisées par Business Interactif

Le revenu de Business Interactif pour la période entre le 9 juillet et le 31 décembre 2007 s'élève à 15 millions d'euros. Le résultat net pour la même période est à l'équilibre.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1er janvier 2007, le revenu et le résultat net-part du Groupe combinés (Publicis et Business Interactif) de l'exercice représenteraient respectivement 4 686 et 447 millions d'euros.

Ces écarts d'acquisition traduisent les perspectives de développement du Groupe dans le domaine de la communication interactive offertes par le rapprochement avec des acteurs majeurs de ce secteur. Il inclut notamment les synergies liées aux regroupements d'entreprises ainsi que le savoir-faire développé par le personnel de Digitas et de Business Interactif.

Les autres acquisitions de l'exercice prises dans leur ensemble représentent moins de 1% du revenu consolidé et du résultat net consolidé (part du Groupe).

2.2. Cessions de l'exercice. — Aucune cession significative n'est intervenue au cours de la période.

La contribution des sociétés cédées au revenu et au résultat net (part du Groupe) consolidés de l'exercice n'excède pas 0,5%.

3. – Charges de personnel et effectifs.

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Rémunérations	2 254	2 104	1 964
Charges sociales	350	333	316

Avantages postérieurs à l'emploi	71	69	63
Charge relative aux stock-options	22	16	20
Intérimaires et « free-lance »	132	108	91
Total	2 829	2 630	2 454

Évolution et répartition des effectifs :

— Par zone géographique :

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Europe	15 904	15 258	14 412
Amérique du Nord	14 347	11 990	12 158
Reste du monde	13 557	12 691	12 040
Total	43 808	39 939	38 610

— Par fonction (en%) :

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Commercial	22%	23%	23%
Création	18%	17%	18%
Production et activités spécialisées	16%	15%	15%
Média et Recherche	22%	23%	22%
Administration/gestion	17%	17%	16%
Autres	5%	5%	6%
Total	100%	100%	100%

4. – Autres charges opérationnelles.

Ce poste regroupe toutes les charges externes autres que les achats de production et de médias. Il comprend notamment les loyers, charges locatives et autres charges liées à l'occupation des locaux pour 258 millions d'euros en 2007 contre 257 millions d'euros en 2006 et 236 millions d'euros en 2005 ; il inclut également les impôts (à l'exception de l'impôt sur les bénéfices), les taxes et versements assimilés ainsi que les dotations et reprises sur provisions.

5. – Dotations aux amortissements et perte de valeur.

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	-15	-16	-19
Amortissement des immobilisations corporelles	-94	-91	-97
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-109	-107	-116
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-30	-22	-23
Perte de valeur sur incorporels liés aux acquisitions	-2	-1	-11
Perte de valeur sur écarts d'acquisition	-4	-30	-6
Perte de valeur sur immobilisations corporelles			-16
Perte de valeur	-6	-31	-33
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	-145	-160	-172

— Perte de valeur sur incorporels liés aux acquisitions : Les tests de dépréciation ont été réalisés sur toutes les marques du Groupe, à savoir les marques reconnues lors de l'acquisition de Bcom3 (Leo Burnett, Starcom, MS&L et Medicus) et les marques Fallon et ZenithOptimedia. Les relations

contractuelles avec les clients de Fallon, Publicis Healthcare Communications Group, Leo Burnett et MS&L ont également fait l'objet d'un test de dépréciation. L'intégralité des évaluations nécessaires aux tests de dépréciation a été réalisée par un expert indépendant.

Les taux d'actualisation après impôt retenus lors de l'évaluation se situent entre 8,5% et 11% (entre 10,5% et 18,7% avant impôt).

Ces tests ont conduit le Groupe à constater une perte de valeur sur les relations contractuelles avec les clients de Fallon pour un montant de 2 millions d'euros.

Cette charge a été déterminée sur la base d'un taux d'actualisation de 11% après impôt (18,7% avant impôt).

— Perte de valeur sur écarts d'acquisition : Les tests de dépréciation ont été réalisés sur les unités génératrices de trésorerie, constituées d'agences ou de regroupements d'agences.

L'évaluation nécessaire au test sur l'écart d'acquisition de Leo Burnett (résultant de l'allocation de l'écart d'acquisition de Bcom3) a été réalisée par un expert indépendant. Les autres tests ont été réalisés par le Groupe.

Les taux d'actualisation après impôt retenus se situent entre 9% (12,6% avant impôt) et 10% (13,6% avant impôt). La croissance à l'infini utilisée dans les projections se situe entre 0% et 3%.

Ces tests ont conduit le Groupe à constater une perte de valeur de 2 millions d'euros sur l'écart d'acquisition d'une filiale de Médias et Régies Europe. Par ailleurs, le Groupe a bénéficié d'une économie fiscale de 2 millions d'euros résultant de déficits fiscaux reportables existant lors de l'acquisition de Bcom3 et non reconnus au bilan. En conséquence, une perte de valeur de l'écart d'acquisition de Bcom3 a été constatée pour le même montant.

En outre, les valeurs nettes de l'écart d'acquisition et de la marque allouées à Leo Burnett s'élèvent respectivement à 996 millions d'euros (soit 28% du montant total des écarts d'acquisition nets) et 209 millions d'euros (soit 51% du montant total des marques) au 31 décembre 2007.

Le test de dépréciation sur l'écart d'acquisition de Leo Burnett a été effectué sur la base de la valeur d'utilité de cette unité génératrice de trésorerie déterminée à partir de son business plan à 5 ans (2008-2012) et des hypothèses suivantes :

– un taux d'actualisation des flux de trésorerie futurs de 9% après impôt (12,6% avant impôt),

– un taux de croissance des revenus sur la période 2008-2012 en ligne avec la croissance moyenne attendue des réseaux d'agences créatives,

– un taux de croissance à l'infini de 2,5%,

– une marge constante sur la période du business plan et au-delà.

La valeur d'utilité ainsi déterminée est supérieure à la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie Leo Burnett. Aucune perte de valeur n'est donc à constater. L'utilisation d'un taux d'actualisation de 1% supérieur conduit à la même conclusion. Il en est de même pour un taux de croissance à l'infini de 1% inférieur.

6. – Autres produits et charges non courants.

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs (1)	3	27	80
Plus-values (moins-values) sur rachat d'instruments de financement (2)			-22
Autres produits et charges non courants		2	1
Autres produits et charges non courants	3	29	59

(1) En 2006, il s'agit principalement de la plus-value de cession de l'immeuble de Saatchi et Saatchi situé à Neuilly-sur-Seine, France. En 2005, il s'agit essentiellement de la plus-value de cession des titres JC Decaux Netherlands, VKM, Sopact ainsi que de 33% du capital de Metrobus.

(2) En 2005, il s'agit de la moins-value sur rachat de 62,36% de l'Océane 2018.

7. – Charges et produits financiers..

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	-115	-107	-114
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	-9	-10	-10
Produits financiers	51	81	46
Coût de l'endettement financier net	-73	-36	-78
Pertes et gains de change		7	-51
Variation de la juste valeur des dérivés	2	-10	47
Coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme (au taux de 5%)	-5	-7	-7
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	-4	-5	-4
Dividendes reçus hors groupe	2	1	1
Autres charges et produits financiers	-5	-14	-14
Total (charges) et produits financiers nets	-78	-50	-92

8. – Impôt sur le résultat.

— Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices. :

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Charge d'impôt exigible	-213	-232	-233
Déficits fiscaux et crédits d'impôts ayant réduit la charge d'impôt exigible et non activés au titre d'un exercice antérieur	49	59	43
Total charge d'impôt exigible	-164	-173	-190
Charge nette d'impôt différé liée à la création et à la reprise des différences temporelles	-31	-18	33
Variation des provisions sur impôts différés actifs et activation d'impôts différés actifs	-6	-1	
Total produit (charge) net d'impôt différé	-37	-19	33
Impôt sur le résultat	-201	-192	-157

— Analyse de l'impôt imputé sur les capitaux propres au cours de l'exercice : Les impôts imputés directement sur les capitaux propres au cours de l'exercice sont relatifs au swap sur l'Eurobond 2012 (Voir Note 22), aux gains et pertes actuariels sur engagement de retraite et aux stock options. Ces mouvements sont détaillés ci-après :

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Swap sur Eurobond 2012		-2	2
Gains et pertes actuariels	-1	-4	9
Stock options	-8	2	
Impôts différés actifs enregistrés directement en capitaux propres	-9	-4	11
Swap sur Eurobond 2012	-	-9	9
Gains et pertes actuariels	2	-	-
Impôts différés passifs enregistrés directement en capitaux propres	2	-9	9

— Taux d'impôt effectif :

Le taux d'impôt effectif ressort à :

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Résultat avant impôt des entreprises consolidées	668	639	560
Plus-value sur cessions de JCDecaux Netherlands, VKM, Sopact et de 33 % de Metrobus			-87
Plus-value sur cession immeuble Saatchi et Saatchi		-27	
Perte de valeur sur écarts d'acquisition à l'exclusion de la perte liée à l'utilisation de pertes fiscales non reconnues lors de l'acquisition Bcom3	2	23	1
Perte de valeur sur immobilisations corporelles			16
Résultat avant impôt retraité	670	635	490
Taux d'imposition français	34,43%	34,43%	33,83%
Impôt attendu :	-231	-219	-166
Incidence des :			
Différences de taux d'imposition	-1	-3	-4
Résultats taxés à taux réduit	2		
Utilisation des pertes fiscales antérieures et reconnaissance d'impôts différés actifs sur pertes antérieures	49	59	43
Pertes de l'exercice non activées et provisions sur impôts différés actifs	-54	-17	-22

Différences permanentes	34	-12	-8
Impôt constaté au compte de résultat :	-201	-192	-157
Taux d'impôt effectif	30,0%	30,2%	32,0%

— Déficit reportable : Suite à l'acquisition de Saatchi & Saatchi, le Groupe disposait d'environ 503 millions d'euros de déficits reportables issus d'opérations de Saatchi antérieures à l'acquisition. Au 31 décembre 2007, le montant des déficits reportables non reconnu d'un point de vue comptable s'élève à 54 millions d'euros.

En plus des pertes reportables de Saatchi & Saatchi, le Groupe dispose d'un montant de 424 millions d'euros au 31 décembre 2007 de déficits reportables (dont 368 millions d'euros indéfiniment reportables) qui n'ont pas fait l'objet de la reconnaissance d'un crédit d'impôt différé à l'actif du bilan consolidé du fait des incertitudes liées aux possibilités d'utilisation de ces derniers.

L'économie fiscale sur les pertes reportables du groupe Bcom3 existantes lors de l'acquisition et utilisées au cours de l'exercice 2007 a été imputée sur le goodwill de Bcom3 pour un montant de 2 millions d'euros conformément à la norme IFRS 3.

— Impôts différés constatés au bilan :

Les actifs et passifs d'impôts différés sont les suivants au 31 décembre :

(En millions d'euros)	31/12/ 2007	31/12/2006	31/12/2005
Partie à court terme	75	46	70
Partie à long terme	250	315	368
Effet de la compensation des impôts différés actifs et passifs par groupes fiscaux	-177	-175	-208
Total impôts différés actifs	148	186	230
Partie à court terme	-39	-17	-31
Partie à long terme	-378	-374	-397
Effet de la compensation des impôts différés actifs et passifs par groupes fiscaux	177	175	208
Total impôts différés passifs	-240	-216	-220
Impôts différés actifs (passifs), nets	-92	-30	10

— Origine des impôts différés :

(En millions d'euros)	31/12/ 2007	31/12/2006	31/12/2005
Impôts différés actifs liés à des différences temporelles (hors Bcom3)	213	230	249
Impôts différés sur les emprunts obligataires hybrides	10	11	13
Impôts différés actifs liés aux restructurations et engagements immobiliers liés à l'acquisition Bcom3	42	71	104
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	60	49	72
Effet de la compensation des impôts différés actifs et passifs par groupes fiscaux	-177	-175	-208
Total impôts différés actifs	148	186	230
Impôts différés passifs liés à des différences temporelles (hors instruments financiers composés)	-49	-61	-61
Impôts différés sur les emprunts obligataires hybrides	-7	-19	-31
Impôts différés passifs liés à la réévaluation des actifs et passifs effectuée à l'occasion d'une acquisition	-308	-257	-282
Impôt différé lié à la juste valeur comme coût présumé de l'immeuble des Champs-Élysées	-53	-54	-54
Effet de la compensation des impôts différés actifs et passifs par groupes fiscaux	177	175	208
Total impôts différés passifs	-240	-216	-220
Impôts différés actifs (passifs), nets	-92	-30	10

Les impôts différés passifs comprennent l'impôt sur la réévaluation pratiquée sur les actifs incorporels à l'occasion des acquisitions de Zenith (30 millions d'euros), Bcom3 (188 millions d'euros) et Digitas (72 millions d'euros), ainsi que les impôts différés liés à la séparation des emprunts obligataires

composés (Oceanes, Oranes) et l'impôt différé lié à la juste valeur comme coût présumé de l'immeuble sur les Champs-Élysées à la date de transition aux IFRS.

9. – Bénéfice net par action.

— Bénéfice net par action (de base et dilué) :

		2007	2006	2005
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA :				
(En millions d'euros)				
Résultat net part du Groupe	a	452	443	386
Impact des instruments dilutifs :				
Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt (1)		32	31	25
Résultat net part du Groupe – dilué	b	484	474	411
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA				
Nombre d'actions moyen en circulation		183 125 947	183 576 207	182 818 378
Actions à remettre en remboursement des Oranes		24 473 354	26 035 483	27 597 612
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c	207 599 301	209 611 690	210 415 990
Impact des instruments dilutifs : (2)				
Effet des levées de stock-options dilutives		2 941 554	1 736 783	228 591
Effet de l'exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)		167 511	59 208	
Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles (1)		28 656 747	28 656 747	23 172 413
Nombre d'actions dilué	d	239 365 113	240 064 428	233 816 994

(En euros)		2007	2006	2005
Bénéfice net par action	a/c	2,18	2,11	1,83
Bénéfice net par action – dilué	b/d	2,02	1,97	1,76

(1) En 2005, seule l'Océane 2008 est prise en compte dans le calcul du BNPA dilué ; en 2006 et 2007, les deux Océanes 2008 et 2018 sont prises en compte dans le calcul.

(2) Seuls les BSA et stock-options ayant un effet dilutif, c'est à dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de l'exercice, sont pris en considération.

— Bénéfice net courant par action (de base et dilué) :

		2007	2006	2005
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant (1) (en millions d'euros)				
Résultat net part du Groupe		452	443	386
Eléments exclus :				
Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		18	13	14
Perte de valeur, nette d'impôt		4	23	24
Cession de l'immeuble Saatchi et Saatchi (Ile de la Jatte)			-27	
Plus-value sur cessions de JCDecaux Netherlands, VKM, Sopact et de 33 % de Metrobus, nette d'impôt				-87

Moins-value sur remboursement anticipé Océane 2018, nette d'impôt				16
Résultat net courant part du Groupe	e	474	452	353
Impact des instruments dilutifs :				
Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		32	31	25
Résultat net courant part du Groupe – dilué	f	506	483	378
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA				
Nombre d'actions moyen en circulation		183 125 947	183 576 207	182 818 378
Actions à remettre en remboursement des Oranes		24 473 354	26 035 483	27 597 612
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	c	207 599 301	209 611 690	210 415 990
Impact des instruments dilutifs :				
Effet des levées de stock-options dilutives		2 941 554	1 736 783	228 591
Effet de l'exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)		167 511	59 208	
Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles		28 656 747	28 656 747	23 172 413
Nombre d'actions dilué	d	239 365 113	240 064 428	233 816 994

(En euros)		2007	2006	2005
Bénéfice net par action courant (1)	e/c	2,28	2,16	1,68
Bénéfice net par action courant - dilué (1)	f/d	2,11	2,01	1,62

(1) BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, perte de valeur, plus(moins)-value sur opérations de cession immeuble ile de la Jatte, JCDecaux Netherlands et de 33 % de Metrobus, Océane 2018

10. – Ecarts d'acquisition.

Publicis a opté pour la possibilité de ne pas retraiter la classification et les méthodes antérieures de comptabilisation des regroupements d'entreprises intervenus avant la date de transition. A compter de cette date, les regroupements d'entreprises sont traités conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 et les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ne sont plus amortis.

Au 1er janvier 2004, date de transition, la valeur brute comptable des écarts d'acquisition en IFRS est égale à la valeur brute des écarts d'acquisition en normes françaises diminuée des amortissements cumulés.

L'analyse des principaux écarts d'acquisition sur les sociétés consolidées est la suivante :

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Valeurs nettes 31 décembre 2006	1 024	1 348	468	2 840
Année 2007 :				
Ecarts d'acquisition bruts existants au 1er janvier 2007	1 093	1 372	508	2 973
Variation de l'exercice (y compris change)	161	532	2	695
Total valeurs brutes	1 254	1 904	510	3 668
Perte de valeur	-72	-10	-40	-122
Total valeurs nettes au 31 décembre 2007	1 182	1 894	470	3 546

— Variation des écarts d'acquisition :

(En millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
-----------------------	--------------	-----------------	--------------

1er janvier 2005	2 732	-109	2 623
Acquisitions	72		72
Perte de valeur		-6	-6
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de minoritaires (1)	50		50
Cessions et sorties d'actif	-8		-8
Change et divers	160	-8	152
31 décembre 2005	3 006	-123	2 883
Acquisitions	110		110
Perte de valeur		-30	-30
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de minoritaires (1)	39		39
Cessions et sorties d'actif	-13	13	
Change et divers	-169	7	-162
31 décembre 2006	2 973	-133	2 840
Acquisitions (2)	947		947
Perte de valeur		-4	-4
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de minoritaires (1)	22		22
Cessions et sorties d'actif	-25	11	-14
Change et divers	-249	4	-245
31 décembre 2007	3 668	-122	3 546

(1) Dans l'attente d'une interprétation de l'Ifric ou d'une norme IFRS spécifique, les engagements de rachats de minoritaires sont comptabilisés en dettes financières avec pour contrepartie les intérêts minoritaires, le solde étant comptabilisé en écart d'acquisition. Tout mouvement ultérieur des intérêts minoritaires ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition.

(2) Dont 716 millions d'euros liés à l'acquisition de Digitas et 126 millions d'euros liés à l'acquisition de Business Interactif (Voir Note 2).

Au 31 décembre 2007, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Digitas est de 631 millions d'euros, compte tenu des effets de change depuis l'acquisition. A cette date, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Bcom3 s'établit à 1 649 millions d'euros. La perte de valeur cumulée constatée sur cet écart d'acquisition s'élève à 18 millions d'euros au 31 décembre 2007. Elle correspond au montant des économies fiscales sur les pertes reportables de Bcom3 utilisées depuis 2004.

11. – Immobilisations incorporelles nettes.

— Variation des immobilisations incorporelles à durée de vie définie :

(En millions d'euros)	Relations contractuelles avec les clients			Logiciels, technologie et divers		
	Valeur Brute	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette	Valeur Brute	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette
1er janvier 2005	534	-172	362	99	-63	36
Acquisitions				32		32
Amortissement		-23	-23		-19	-19
Perte de valeur		-11	-11			
Cessions et sorties d'actif	-3	3		-7	6	-1
Change et divers	61	-31	30	-7	-4	-11
31 décembre 2005	592	-234	358	117	-80	37
Acquisitions				8		8
Amortissement		-22	-22		-16	-16
Perte de valeur		-1	-1			
Cessions et sorties d'actif				-6	6	
Change et divers	-46	25	-21	-2	2	
31 décembre 2006	546	-232	314	117	-88	29
Acquisitions (1)	133		133	26		26

Amortissement		-28	-28		-16	-16
Perte de valeur		-2	-2			
Cessions et sorties d'actif				-4	4	
Change et divers	-56	21	-35	-5	-1	-6
31 décembre 2007	623	-241	382	134	-101	33

(1) dont 14 millions d'euros de logiciels, technologie et divers provenant des filiales acquises durant l'exercice

— Variation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et du total des immobilisations incorporelles :

(En millions d'euros)	Marques			Total des immobilisations incorporelles		
	Valeur Brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur Brute	Amortissement / Perte de valeur	Valeur nette
1er janvier 2005	368	-26	342	1 001	-261	740
Acquisitions				32		32
Amortissement					-42	-42
Perte de valeur					-11	-11
Cessions et sorties d'actif				-10	9	-1
Change et divers	30	-4	26	84	-39	45
31 décembre 2005	398	-30	368	1 107	-344	763
Acquisitions				8		8
Amortissement					-38	-38
Perte de valeur					-1	-1
Cessions et sorties d'actif				-6	6	
Change et divers	-17	-1	-18	-65	26	-39
31 décembre 2006	381	-31	350	1 044	-351	693
Acquisitions	93		93	252		252
Amortissement		-1	-1		-45	-45
Perte de valeur					-2	-2
Cessions et sorties d'actif				-4	4	
Change et divers	-35	4	-31	-96	24	-72
31 décembre 2007	439	-28	411	1 196	-370	826

— Evaluation des immobilisations incorporelles : Les tests de valeur réalisés par un expert indépendant à la clôture de l'exercice 2007 ont conduit à constater une perte de valeur de 2 millions d'euros sur les relations clientèle de Fallon (Voir Note 5).

12. – Immobilisations corporelles nettes.

(En millions d'euros)	Terrains et constructions	Autres	Total
Valeurs brutes au 1er janvier 2005	301	903	1 204
Augmentations		69	69
Diminutions	-2	-106	-108
Variations de périmètre		-58	-58
Change et divers	52	54	106
Valeurs brutes au 31 décembre 2005	351	862	1 213
Augmentations		71	71
Diminutions	-36	-59	-95
Variations de périmètre		9	9
Change et divers	-13	-54	-67
Valeurs brutes au 31 décembre 2006	302	829	1 131
Augmentations		77	77
Diminutions	-2	-46	-48

Variations de périmètre		40	40
Change et divers	-11	-52	-63
Valeurs brutes au 31 décembre 2007	289	848	1 137
Amortissements cumulés au 31 décembre 2006	-39	-581	-620
Augmentations	-4	-90	-94
Diminutions	1	43	44
Variations de périmètre		-2	-2
Change et divers	3	33	36
Amortissements cumulés au 31 décembre 2007	-39	-597	-636
Valeurs nettes au 31 décembre 2007	250	251	501

— Terrains et constructions : Au 31 décembre 2007, Publicis dispose en pleine propriété d'un patrimoine immobilier, qui figure au bilan pour une valeur nette de 192 millions d'euros.

Le principal actif est l'immeuble du siège social situé au 133, avenue des Champs-Élysées, à Paris. Cet immeuble de 7 étages comprend environ 12 000 m² de bureaux, occupés par les sociétés du Groupe, et 1 500 m² de surfaces commerciales, occupées par Publicis Drugstore ainsi que deux salles de cinéma ouvertes au public.

Publicis a choisi de réévaluer cet immeuble à la juste valeur et de considérer cette valeur comme le coût par convention à la date de transition. A cette date, la juste valeur de cet immeuble s'élevait à 164 millions d'euros ce qui représente à cette date un ajustement de 159 millions d'euros par rapport à sa valeur figurant selon les normes comptables antérieures. L'évaluation a été effectuée par un expert indépendant, selon la méthode de la capitalisation des loyers.

Publicis Groupe S.A. est par ailleurs propriétaire de six étages d'un immeuble situé au 15, rue du Dôme à Boulogne, après l'exercice de l'option d'achat de deux étages à l'expiration de son contrat de location-financement fin 2007.

— Autres immobilisations corporelles : Le Groupe dispose notamment d'importants équipements informatiques dédiés à la création et à la production publicitaire, à la gestion de l'achat d'espace et aux travaux administratifs.

— Immobilisations en location-financement : Le montant net total de ces biens inscrit au bilan consolidé s'élève à 58 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Il s'agit essentiellement de l'immeuble Leo Burnett au 35 West Wacker Drive à Chicago (Etats-Unis). Le contrat de location-financement de ce dernier représente une valeur d'immobilisation brute de 73 millions d'euros amortie sur 30 ans.

Les immobilisations corporelles incluent les montants suivants au titre des biens en location-financement :

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur brute des constructions	81	99	131
Amortissements	-23	-27	-28
Valeur nette	58	72	103

13. – Participations dans des entreprises associées.

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 49 millions d'euros au 31 décembre 2007 (contre 44 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 33 millions d'euros au 31 décembre 2005).

(En millions d'euros)	Valeur au bilan
Montant au 1er janvier 2005	17
Entrées de périmètre	12
Sorties de périmètre	-3
Quote-part de résultat	11
Dividendes versés	-9
Effet de change et autres	5
Montant au 31 décembre 2005	33
Entrées de périmètre	15
Sorties de périmètre	-2
Quote-part de résultat	22
Dividendes versés	-19
Effet de change et autres	-5
Montant au 31 décembre 2006	44

Entrées de périmètre	7
Sorties de périmètre	
Quote-part de résultat	9
Dividendes versés	-11
Effet de change et autres	
Montant au 31 décembre 2007	49

Les principaux éléments du bilan et du compte de résultat des entreprises associées sont les suivants :

(En millions d'euros)	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Quote-part dans le bilan des entreprises associées			
Actifs non courants	33	22	108
Actifs courants	155	78	122
Total actif	188	100	230
Passifs non courants	8	3	7
Passifs courants	131	53	190
Total passif	139	56	197
Actifs nets	49	44	33
En millions d'euros	2 007	2 006	2 005
Quote-part dans le résultat des entreprises associées			
Revenu	105	200	55
Résultat	9	22	11
Valeur comptable de l'investissement	49	44	33

Les principales sociétés mises en équivalence sont Bartle Bogle Hegarty (BBH), Bromley Communications, International Sports and Entertainment (iSe) et Burrell Communications. Les valeurs au bilan de BBH, Bromley Communications, iSe et Burrell Communications s'élèvent respectivement à 17 millions, 7 millions, 7 millions et 6 millions d'euros.

iSe, société créée en 2003 conjointement entre Publicis (45%) et Dentsu (45%), a géré le programme « Hospitality and Prestige Ticketing » de la coupe du monde de football 2006. Ses actionnaires ayant décidé la liquidation de la société, les actifs et passifs restant au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006 ont été considérés comme courants.

14. – Autres actifs financiers.

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie "disponibles à la vente". La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Actifs financiers disponibles à la vente			
Titres IPG	29	49	43
Autres	8	8	10
Créances rattachées à des participations	13	5	6
Autres actifs financiers non courants	88	82	86
Valeur brute	138	144	145
Provisions	-26	-26	-27
Valeur nette	112	118	118

Publicis détient 1,13% de Interpublic Group (IPG) au 31 décembre 2007, participation non consolidée classée en titres "disponibles à la vente". Informations résumées sur IPG (derniers chiffres consolidés publiés) :

(En millions d'euros)	2006
Revenu	6 191

Résultat net	-79
Capitaux propres au 31 décembre	1 941

15. – Stocks et en-cours de production :

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006 (1)	31/12/2005 (1)
Valeur brute	397	435	441
Provisions pour dépréciation des en-cours	-6	-5	-5
Valeur nette	391	430	436

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la note 1.6.

Sur l'exercice 2007, la dotation aux provisions pour dépréciation des stocks et encours s'élève à 3 millions d'euros et l'utilisation de provisions à 1 million d'euros.

16. – Clients et comptes rattachés.

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006 (1)	31/12/2005 (1)
Créances clients	4 955	4 578	4 314
Effets à recevoir	46	38	51
Valeur brute	5 001	4 616	4 365
Provisions pour dépréciation à l'ouverture	-66	-76	-52
Dotation	-24	-18	-37
Utilisations	18	17	14
Variations de périmètre	-4		
Change et divers	1	11	-1
Provisions pour dépréciation à la clôture	-75	-66	-76
Valeur nette	4 926	4 550	4 289

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la note 1.6.

Ces créances ont une échéance inférieure à un an.

17. – Autres créances et actifs courants.

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/ 2006	31/12/2005
Etat, impôts et taxes	176	172	171
Avances et acomptes versés aux fournisseurs	114	58	36
Charges constatées d'avance	53	62	68
Dérivés sur couverture d'actifs et passifs courants	4	1	1
Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	4		12
Dérivé sur couverture d'investissement net		8	26
Autres créances et autres actifs courants	85	114	156
Valeur brute	436	415	470
Provisions pour dépréciation	-4	-2	-24
Valeur nette	432	413	446

18. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

(En millions d'euros)	31/12/ 2007	31/12/ 2006	31/12/2005
Banques et caisses	679	551	767
Placements liquides à court terme	634	1 369	1 213
Total	1 313	1 920	1 980

Les placements liquides à court terme sont essentiellement composés de dépôts bancaires au jour le jour ou avec des échéances très courtes

19. – Capitaux propres, part du Groupe.

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté avec les autres états financiers consolidés.

— Capital social de la société mère :

Le capital de Publicis Groupe a été augmenté de 1 471 250 euros au cours de l'exercice 2007, correspondant à 3 678 125 actions de 0,40 euro nominal :

– 1 889 026 actions émises en rémunération de l'apport des actions Digitas France (ex Business Interactif)

– 1 562 129 actions émises en remboursement de la troisième tranche de l'Orane,

– 226 970 actions émises au titre des levées d'options.

Le capital social s'élève au 31 décembre 2007 à 80 954 942 euros, divisé en 202 387 354 actions de 0,40 euro nominal.

— Neutralisation des actions propres existantes au 31 décembre 2007 : Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours des années 2005, 2006 et 2007 :

(En millions d'euros) (sauf les actions)	Nombre d'actions	Valeur brute
Actions propres détenues au 31 décembre 2004 (1)	13 382 843	332
Acquisitions (hors contrat de liquidité)	48 469	1
Cessions (levées de stock-options)	-64 548	-2
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	-327 000	-8
Actions propres détenues au 31 décembre 2005 (1)	13 039 764	323
Acquisitions (hors contrat de liquidité)	3 020 496	88
Cessions (levées de stock-options)	-914 909	-23
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	-40 000	-1
Actions propres détenues au 31 décembre 2006 (1)	15 105 351	387
Acquisitions (hors contrat de liquidité)	6 396 490	202
Cessions (levées de stock-options)	-3 262 398	-85
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	547 500	18
Actions propres détenues au 31 décembre 2007 (1)	18 786 943	522

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (547 500 au 31 décembre 2007)

— Dividendes votés et proposés :

En millions d'euros (sauf données par action en €)	Par action	Total
Dividendes payés dans l'année 2007 (exercice 2006)	0,50	92
Dividendes proposés à l'assemblée générale (exercice 2007)	0,60	121 (1)

(1) Montant pour l'ensemble des actions existantes au 31 décembre 2007, y compris actions propres.

La distribution proposée au titre de l'exercice 2007 ne sera assortie d'aucun impact fiscal pour la société.

20. – Provisions pour risques et charges :

(En millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Sous- total	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Litiges	Autres	Total
1er janvier 2005	56	176	232	255	46	123	656
Dotations	10	8	18	22	5	32	77
Utilisations	-35	-21	-56	-22		-14	-92
Autres reprises						-1	-1
Variations de périmètre						-4	-4
Pertes (gains) actuariels				30			30
Change et divers	3	19	22	1	-3	16	36
31 décembre 2005	34	182	216	286	48	152	702
Dotations	11	10	21	27	4	47	99
Utilisations	-9	-21	-30	-30	-6	-31	-97
Autres reprises		-5	-5				-5
Variations de périmètre				-5		1	-4
Pertes (gains) actuariels				-5			-5
Change et divers	-12	-30	-42	-17	-10	4	-65
31 décembre 2006	24	136	160	256	36	173	625
Dotations	10	3	13	31	8	31	83
Utilisations	-10	-20	-30	-40	-7	-38	-115
Autres reprises		-17	-17		-1		-18
Variations de périmètre	3	25	28	4		4	36
Pertes (gains) actuariels				-11			-11
Change et divers	-2	-18	-20	-17	-9	2	-44
31 décembre 2007	25	109	134	223	27	172	556
Dont à court terme	19	18	37	32	17	21	107
Dont à long terme	6	91	97	191	10	151	449

— Provisions pour restructuration et engagements immobiliers : La majeure partie des provisions pour restructuration et engagements immobiliers est relative à l'acquisition de Bcom3.

— Provisions pour restructuration : Elles comprennent une estimation des coûts de fermeture ou de restructuration de certaines activités résultant de plans annoncés et non encore exécutés à fin 2007 (principalement indemnités de licenciement). Les plans, détaillés par projet et par nature, ont fait l'objet d'un processus préalable d'approbation par la direction générale. Ces plans sont suivis de manière centralisée de façon à consommer la provision en fonction des coûts effectivement encourus et à justifier le solde restant à la clôture en fonction des dépenses restant à effectuer.

— Provisions sur engagements immobiliers : Les provisions sur engagements immobiliers se composent principalement d'une provision relative à l'acquisition de Bcom3 de 70 millions d'euros au 31 décembre 2007 et de provisions chez Saatchi & Saatchi. Elles concernent essentiellement la ville de New York pour un montant total de 63 millions d'euros dont 37 millions d'euros pour le contrat de location du 375 Hudson Street à New York. Les évaluations ont été effectuées sur la base de l'actualisation, au taux de 5% annuel, des loyers à payer diminués des produits attendus des sous-locations.

— Obligations au titre des avantages du personnel :

Les obligations au titre des avantages du personnel (Voir Note 21) comprennent :

- les plans de retraite à prestations définies,
- les plans de couverture médicale post emploi,
- les autres avantages post-emploi comme les rémunérations différées et les médailles du travail.

21. – Engagements de retraite à prestations définies et couverture médicale post-emploi.

Le Groupe a des obligations dans un certain nombre de plans de retraite à prestations définies (indemnités de retraite et couverture médicale). Les régimes significatifs font l'objet d'une évaluation annuelle réalisée selon la norme IAS19.

Les valorisations de plans de retraite à prestations définies ont été réalisées par des experts indépendants pour les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et le Japon.

— Variation de la dette actuarielle :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total
Dette actuarielle en début d'exercice	-454	-24	-478	-445	-45	-490	-348	-38	-386
Coût des services rendus	-18		-18	-19		-19	-16	-1	-17
Intérêts sur la dette actuarielle	-22	-1	-23	-20	-2	-22	-20	-2	-22
Cotisations des participants au régime									
Modifications du régime					14	14	-1		-1
Acquisitions, cessions				-8	-2	-10	-15		-15
Réductions d'effectifs et fermetures de plans	2		2	7		7			
Gains (pertes) actuariels	6	-1	5	-7	5	-2	-42		-42
Prestations versées	30	3	33	24	2	26	28	2	30
Ecarts de change	36	2	38	14	4	18	-31	-6	-37
Dette actuarielle en fin d'exercice	-420	-21	-441	-454	-24	-478	-445	-45	-490

— Variation de la juste valeur des placements :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total
Juste valeur des placements début d'exercice	277		277	261		261	218		218
Rendement effectif des actifs du régime	25		25	24		24	31		31
Cotisations employeur	23		23	23		23	14		14
Cotisations des participants au régime									
Modifications de régime									
Acquisitions, cessions				1		1	1		1
Réductions d'effectifs et fermetures de plans				-4		-4			
Prestations versées	-24		-24	-19		-19	-22		-22
Ecarts de change	-27		-27	-9		-9	19		19
Juste valeur des placements fin d'exercice	274		274	277		277	261		261
Couverture financière	-146	-21	-167	-177	-24	-201	-184	-45	-229
Etalement du coût des services passés non constaté		-10	-10		-13	-13			
Provision nette sur engagements de retraite à prestations définies et couverture médicale post-emploi	-146	-31	-177	-177	-37	-214	-184	-45	-229
Provision sur autres avantages à long-terme	-46		-46	-42		-42	-57		-57
Total Provision sur engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	-192	-31	-223	-219	-37	-256	-241	-45	-286

— Charge de pension :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total	Retraite	Médical	Total

Coût des services rendus au cours de l'exercice	-18		-18	-19		-19	-17	-1	-18
Intérêts sur la dette actuarielle (1)	-22	-1	-23	-20	-2	-22	-20	-2	-22
Rendement attendu des actifs en couverture (1)	19		19	17		17	18		18
Amortissement du coût des services passés non constaté		2	2		1	1			
Réductions d'effectifs et fermeture de plans	2		2	3		3			
Coût des régimes à prestations définies	-19	1	-18	-19	-1	-20	-19	-3	-22
Coût des autres régimes (y compris régimes à cotisations définies)	-57	-	-57	-54		-54	-45		-45
Coût total des retraites	-76	1	-75	-73	-1	-74	-64	-3	-67

(1) D'où une charge financière nette de 4 millions d'euros en 2007 classée en « Autres charges et produits financiers » (Voir Note 7).

— Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés) :

31 décembre 2007	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe	Total	Groupe
Taux d'actualisation	6,00%	5,64%	1,75%	5,75%	6,0%	5,75%	5,94%	5,76%
Rendement attendu des actifs (1)	7,70%	6,81%	n/a	7,17%	n/a	n/a	n/a	7,17%
Augmentations futures des salaires	n/a	4,18%	2,00%	4,16%	5,00%	n/a	5,00%	4,92%
Augmentations futures des retraites	n/a	3,09%	n/a	3,09%	n/a	n/a	n/a	3,09%

31 décembre 2006	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe	Total	Groupe
Taux d'actualisation	5,75%	4,77%	2,25%	5,18%	5,75%	5,00%	5,61%	5,20%
Rendement attendu des actifs (1)	7,70%	6,85%	n/a	7,22%	n/a	n/a	n/a	7,22%
Augmentations futures des salaires	n/a	4,01%	2,25%	3,99%	5,00%	n/a	5,00%	4,07%
Augmentations futures des retraites	n/a	2,86%	n/a	2,86%	n/a	n/a	n/a	2,86%

31 décembre 2005	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi			Total
	Amérique du Nord	Europe	Reste du monde	Total	Amérique du Nord	Europe	Total	Groupe
Taux d'actualisation	5,50%	4,76%	2,00%	5,07%	5,50%	5,00%	5,00%	5,10%
Rendement attendu des actifs (1)	7,50%	6,58%	n/a	6,85%	n/a	n/a	n/a	6,85%
Augmentations futures des salaires	n/a	3,85%	1,50%	3,82%	5,00%	n/a	5,00%	4,08%
Augmentations futures des retraites	n/a	2,69%	1,00%	2,68%	n/a	n/a	n/a	2,69%

(1) Le rendement de chaque portefeuille d'actifs est déterminé en fonction du rendement attendu et du poids de chaque catégorie d'actifs le composant. Le rendement de chaque investissement est fonction du taux d'actualisation majoré ou minoré d'une prime appliquée selon son profil de risque.

Allocation des actifs de couverture :

	2007	2006	2005
Actions	61,0%	68,5%	60,6%
Obligations	34,9%	28,5%	37,0%
Immobilier	2,0%	1,2%	0,2%

Autres	2,1%	1,8%	2,2%
Total	100%	100%	100%

Estimation de la contribution employeur et des prestations futures à payer :

(En millions d'euros)	Retraite	Médical	Total
Estimation de la contribution employeur :			
2008 estimée au 31 décembre 2007	21		21
2007 estimée au 31 décembre 2006	24		24
2006 estimée au 31 décembre 2005	21		21

(En millions d'euros)	31 décembre 2007		
	Retraite	Médical	Total
Estimation des prestations futures à payer			
2008	29	2	31
2009	34	2	36
2010	29	2	31
2011	29	2	31
2012	29	3	32
Exercices 2013 à 2017	170	10	180
Total sur les 10 prochains exercices	320	21	341

Répartition entre les plans US et les plans non US :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	US	Non US	Total	US	Non US	Total	US	Non US	Total
Dette actuarielle en fin d'exercice	-163	-278	-441	-188	-290	-478	-228	-262	-490
Juste valeur des placements en fin d'exercice	110	164	274	113	164	277	114	147	261
Couverture financière	-53	-114	-167	-75	-126	-201	-114	-115	-229
Etalement du coût des services passés non constaté	-10		-10	-13		-13			
Provisions nettes sur engagements de retraite à prestations définies	-63	-114	-177	-88	-126	-214	-114	-115	-229

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006			31 décembre 2005		
	US	Non US	Total	US	Non US	Total	US	Non US	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-9	-9	-18	-10	-9	-19	-14	-4	-18
Intérêts sur la dette actuarielle	-10	-13	-23	-10	-12	-22	-11	-11	-22
Rendement attendu des actifs en couverture	8	11	19	7	10	17	10	8	18
Amortissement du coût des services passés non constaté	2		2	1		1			

Réductions d'effectifs et fermeture de plans		2	2		3	3				
Coût des régimes à prestations définies	-9	-9	-18	-12	-8	-20	-15	-7	-22	
Coût des autres régimes (y compris régimes à cotisations définies)	-30	-27	-57	-26	-28	-54	-25	-20	-45	
Coût total des retraites	-39	-36	-75	-38	-36	-74	-40	-27	-67	

— Evolution des frais médicaux : Le taux d'augmentation des frais médicaux retenu pour l'exercice 2007 est de 9,3 % avec une baisse progressive vers un taux de 4,8 % atteint en 2008 et retenu pour les exercices suivants.

Une variation de 1 % dans l'augmentation estimée des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(En millions d'euros)	Augmentation de 1%	Diminution de 1%
Effet sur le total du coût des services rendus et des intérêts sur la dette actuarielle		
Effet sur la dette actuarielle en fin d'exercice	-1	1

22. – Emprunts et dettes financières.

Nombre de titres	(En millions d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
	Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe :			
750 000	Eurobond 4,125% - janvier 2012 (Taux d'intérêt effectif 4,30%)	736	742	750
5 484 334	Océane 2,75% - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 2,75%)	238	234	278
23 172 413	Océane 0,75% - juillet 2008 (Taux d'intérêt effectif 6,61%)	652	615	580
1 562 129	Oranes 0,82% révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50%)	30	33	36
	Emprunt obligataire 2% échangeable en titres IPG - janvier 2007		7	7
	Autres emprunts et dettes :			
	Intérêts courus	16	16	15
	Autres emprunts et lignes de crédit	37	38	23
	Soldes créditeurs de banques	24	30	95
	Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	73	83	112
	Dettes sur acquisitions de titres de participation	149	140	87
	Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	157	176	154
	Total des emprunts et dettes financières	2 112	2 114	2 137
	Dont à court terme	819	203	224
	Dont à long terme	1 293	1 911	1 913

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe sont à taux fixe et en euros.

En janvier 2005, un swap euro/dollar a été mis en place dès l'émission de l'Eurobond, pour couvrir les actifs nets du Groupe en dollars américains et ainsi réduire significativement la sensibilité des fonds propres du Groupe aux variations futures de taux de change entre l'euro et le dollar américain. A la suite d'une modification des termes du swap intervenue au cours de l'exercice 2006, l'émission réalisée à taux fixe (nominal 4,125%) se trouvait swapée à taux variable. A cette occasion, une soulte de 30 millions d'euros avait été encaissée et le produit correspondant a été enregistré en capitaux propres.

Au regard de la norme IAS 39, le swap taux fixe euro/taux variable dollar été qualifié de :

— Couverture d'investissement net entraînant l'inscription en capitaux propres des variations de juste valeur des dérivés pour la partie change,
 — Couverture de la juste valeur de la dette Eurobond pour la partie taux. Dans ce contexte, la partie de la dette Eurobond swapée en taux variable a été réévaluée en juste valeur à la clôture de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2007, la partie change du swap a été dénouée, le Groupe ayant à cette occasion encaissé une soulte de 52 millions d'euros sans impact sur le compte de résultat consolidé (la partie change étant qualifiée de couverture d'investissement net entraînant l'inscription en capitaux propres des variations de juste valeur des dérivés).

Au 31 décembre 2007, la juste valeur du swap est inscrite en autres dettes et passifs courants pour 39 millions d'euros.

En outre, le 2 janvier 2007, date d'échéance prévue de remboursement de l'emprunt obligataire échangeable en titres IPG, les 750 obligations restantes ont été remboursées.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires ainsi que les clauses de complément de prix sont recensées de manière centralisée et estimées à la clôture d'après les clauses contractuelles et les dernières données disponibles ainsi que les projections des données concernées sur la période. L'évolution des dettes sur engagements de rachats de minoritaires est présentée ci-après :

(En millions d'euros)	Dettes sur engagements de rachats de minoritaires
Au 31 décembre 2005	154
Dettes contractées durant l'exercice	39
Rachats exercés	-17
Réévaluation de la dette et change	
Au 31 décembre 2006	176
Dettes contractées durant l'exercice	26
Rachats exercés	-38
Réévaluation de la dette et change	-7
Au 31 décembre 2007	157

Les rachats de l'exercice ont été réalisés en numéraire. Il en sera de même pour les rachats à intervenir sur la dette existante au 31 décembre 2007.

— Analyse par échéance de remboursement :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007						
	Total	Echéance					
		2008	2009	2010	2011	2012	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 733	730	5	3	3	739	253
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	73						73
Dettes sur acquisitions de titres de participation	149	43	31	37	36	1	1
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	157	46	13	45	25	10	18
Total	2 112	819	49	85	64	750	345

(En millions d'euros)	31 décembre 2006			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 715	87	634	994
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	83			83
Dettes sur acquisitions de titres de participation	140	59	71	10
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	176	57	94	25
Total	2 114	203	799	1 112

(En millions d'euros)	31 décembre 2005			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 784	173	611	1 000

Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	112			112
Dettes sur acquisitions de titres de participation	87	29	46	12
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	154	22	93	39
Total	2 137	224	750	1 163

— Analyse par devise :

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Euros	1 795	1 024	1 037
Dollars américains	166	913	956
Autres devises	151	177	144
Total	2 112	2 114	2 137

Suite au débouclage de la partie change du swap sur l'Eurobond 2012 intervenu au cours de l'exercice 2007, l'Eurobond, qui était précédemment considéré comme une dette en Dollars américains, est désormais classé en dette en Euros.

— Analyse par catégorie de taux : La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (55% de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachats de minoritaires au 31 décembre 2007) dont le taux moyen pour l'année 2007 est de 6,1% (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion Océanes et Oranes entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La partie de la dette à taux variable (45% de la dette au 31 décembre 2007) fait ressortir un taux moyen pour l'année 2007 de 6,0%.

— Exposition au risque de liquidité : Les paiements futurs relatifs à la dette financière hors effets de l'actualisation (à l'exclusion des dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement) se présentent comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007						
	Total	Echéance					
		2008	2009	2010	2011	2012	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	2 126	798 (1)	47	44	50	800	387
Dettes sur acquisitions de titres de participation	165	44	34	42	43	1	1
Dettes sur engagements de rachats de minoritaires	185	48	15	51	31	13	27
Total	2 476	890	96	137	124	814	415

(1) dont 672 millions d'euros (hors intérêts) relatifs à l'Océane à échéance juillet 2008 qui devront être remboursés si les obligations ne sont pas converties en actions (Voir Note 24).

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 31 décembre 2007 de 1 313 millions d'euros) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 1 989 millions d'euros au 31 décembre 2007). La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multi-devises de 1 500 millions d'euros, à échéance 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014, après accord des banques. Il n'y a pas, au 31 décembre 2007, ni à la date d'arrêt des comptes annuels, d'autres lignes de crédit en cours de négociation.

Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent très largement de faire face à la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe, (y compris le remboursement de l'Océane 2008 si elle n'est pas convertie et les engagements de rachat de minoritaires, inclus dans la dette financière du Groupe).

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants ». Les clauses d'exigibilité anticipée (« credit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros. Les seules options de remboursement anticipé par les porteurs sont relatives à l'Océane 2018 et exerçables successivement en janvier 2010 et 2014.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

23. – Autres dettes et passifs courants.

(En millions d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Avances et acomptes reçus	372	335	410

Dettes envers le personnel	323	316	312
Dettes fiscales (hors impôt société)	175	188	171
Produits constatés d'avance	242	134	146
Dérivés sur couverture d'actifs et passifs courants	5	1	1
Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	3	2	3
Dérivé sur couverture d'investissement net	39	33	85
Autres passifs courants	191	215	202
Total	1 350	1 224	1 330

Les autres dettes et passifs courants sont à échéance à moins d'un an. Toutefois, toute dette ou passif courant dont l'échéance serait lointaine serait actualisé.

24. – Engagements hors bilan.

— Contrats de location simple :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007						
	Total	Echéance					
		2008	2009	2010	2011	2012	+ 5 ans
Engagements donnés							
Contrats de location simple (1)	1 335	225	196	168	147	142	457
Engagements reçus							
Contrats de sous-locations immobilières (1)	42	10	10	8	6	6	2

(1) Les charges de location (nettes des revenus des sous-locations) se sont élevées à 189 millions d'euros en 2007, 193 millions en 2006 et 179 millions d'euros en 2005.

(En millions d'euros)	31 décembre 2006						
	Total	Echéance					
		2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	+ 5 ans
Engagements donnés :							
Contrats de location simple	1 325	198	196	182	160	140	449
Engagements reçus :							
Contrats de sous-locations immobilières	73	18	14	12	10	9	10

(En millions d'euros)	31 décembre 2005						
	Total	Echéance					
		2006	2007	2008	2009	2010	+ 5 ans
Engagements donnés :							
Contrats de location simple	1 309	290	199	184	160	133	343
Engagements reçus :							
Contrats de sous-locations immobilières	58	10	10	9	8	7	14

— Contrats de location financement : Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007						
	Total	Echéance					
		2008	2009	2010	2011	2012	+ 5 ans
Paiements minimaux	241	7	8	8	8	8	202

Effets de l'actualisation	-168	-7	-8	-8	-8	-8	-129
Valeur actualisée des paiements minimaux	73						73

En millions d'euros	31 décembre 2006						
	Total	Echéance					
		2007	2008	2009	2010	2011	+ 5 ans
Paiements minimaux	280	8	8	9	9	9	237
Effets de l'actualisation	-197	-8	-8	-9	-9	-9	-154
Valeur actualisée des paiements minimaux	83						83

En millions d'euros	31 décembre 2005						
	Total	Echéance					
		2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	+ 5 ans
Paiements minimaux	345	10	10	10	10	11	294
Effets de l'actualisation	-233	-10	-10	-10	-10	-11	-182
Valeur actualisée des paiements minimaux	112						112

— Autres engagements :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Engagements de cession de titres de participation détenus	8	8		
Cautions et garanties (1)	184	74	41	69
Autres engagements (2)	64	33	31	
Total	256	115	72	69
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées	1 989	489	1 500	
Autre engagements	7	6		1
Total	1 996	495	1 500	1

(1) Au 31 décembre 2007, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 110 millions d'euros étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 46 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 46 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

(En millions d'euros)	31 décembre 2006			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Engagements de cession de titres de participation détenus	8	8		
Cautions et garanties	180	53	44	83
Autres engagements	46	24	22	
Total	234	85	66	83
Engagements reçus				

Lignes de crédit non utilisées	1 546	511	1 035
Ligne de crédit dédiée à l'acquisition de Digitas (1)	759	759	
Autre engagements	2	1	1
Total	2 307	1 271	1 036

Cette ligne de crédit s'élevait à 1 milliard de dollars au 31 décembre 2006. Le Groupe a finalement renoncé officiellement à utiliser cette ligne de crédit fin janvier 2007, la trésorerie disponible et les lignes de crédit s'avérant suffisantes pour financer l'acquisition.

(En millions d'euros)	31 décembre 2005			
	Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Engagements de cession de titres de participation détenus	8	8		
Cautions et garanties	113	50	42	21
Autres engagements				
Total	121	58	42	21
Engagements reçus				
Lignes de crédit non utilisées	1 609	574	1 035	

— Obligations liées aux emprunts et aux Oranes :

– Oceane 2018 – 2,75% actuariel janvier 2018 : Dans le cadre de l'Oceane 2018, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 39,15 euros à l'émission), à tout moment depuis le 18 janvier 2002 jusqu'au 7ème jour ouvré précédant la date de maturité (janvier 2018). Compte tenu des remboursements anticipés intervenus en février 2005 et en janvier 2006, Publicis Groupe a un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 5 484 334 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

De plus, les porteurs ont la possibilité de demander le remboursement anticipé en numéraire de tout ou partie des obligations dont ils sont propriétaires le 18 janvier 2010 et 18 janvier 2014. Le prix de remboursement anticipé est calculé de telle sorte que le rendement brut actuariel annuel de l'obligation à la date de remboursement soit égal à 2,75%.

– Oceane 2008 – 0,75% actuariel juillet 2008 : Dans le cadre de l'Oceane 2008, les porteurs d'obligations peuvent demander la conversion des obligations, à raison d'une action par obligation (d'une valeur de 29 euros à l'émission), à tout moment depuis le 26 août 2003 jusqu'au 7ème jour ouvré précédant la date de maturité (juillet 2008). Publicis Groupe a donc un engagement de livrer, en cas de demande de conversion, 23 172 413 actions qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

— Oranes - Obligations remboursables en actions nouvelles ou existantes – septembre 2022 : Après le remboursement des trois premières tranches de l'emprunt en septembre 2005, 2006 et 2007, chaque Orane donne droit à recevoir 15 actions Publicis Groupe nouvelles ou existantes, à raison d'une par an jusqu'au 20ème anniversaire de l'emprunt. Publicis Groupe a donc un engagement de livrer 1 562 129 actions chaque année, de l'année 2008 à 2022, soit 23 431 935 actions au total, qui peuvent être au choix de Publicis Groupe, soit des actions nouvelles à émettre, soit des actions existantes qu'elle détiendrait en portefeuille.

– Obligations liées aux Bons de souscription d'actions : L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment entre le 24 septembre 2013 et le 24 septembre 2022, entraînera une augmentation de capital de Publicis Groupe. Après annulation de bons de souscription rachetés au cours des exercices 2005 et 2006, Publicis Groupe est engagé à créer (dans l'hypothèse où la totalité des BSA seraient exercés) 5 602 699 actions de 0,40 euro de nominal et 30,1 euros de prime.

– Autres engagements : Au 31 décembre 2007, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

25. – Instruments financiers.

— Bilan par catégorie d'instruments financiers :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007							
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers	112	112		34	64	14		
Clients et comptes rattachés	4 926	4 926			4 926			
Autres créances et actifs courants (1)	89	89			81			8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 313	1 313	1 313					

Actifs	6 440	6 440	1 313	34	5 071	14		8
Dettes financières à plus d'un an	1 293	1 437					1 293	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 662	5 662			5 662			
Dettes financières à moins d'un an	819	827					819	
Autres dettes et passifs courants (2)	238	238			191			47
Passifs	8 012	8 164			5 853		2 112	47

(En millions d'euros)	31 décembre 2006							
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers	118	118		54	48	16		
Clients et comptes rattachés	4 550	4 550			4 550			
Autres créances et actifs courants (1)	121	121			112			9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 920	1 920	1 920					
Actifs	6 709	6 709	1 920	54	4 710	16		9
Dettes financières à plus d'un an	1 911	2 025					1 911	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 270	5 270			5 270			
Dettes financières à moins d'un an	203	203					203	
Autres dettes et passifs courants (2)	251	251			215			36
Passifs	7 635	7 749			5 485		2 114	36

(En millions d'euros)	31 décembre 2005							
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers	118	118		48	42	28		
Clients et comptes rattachés	4 289	4 289			4 289			
Autres créances et actifs courants (1)	171	171			132			39
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 980	1 980	1 980					
Actifs	6 558	6 558	1 980	48	4 463	28		39
Dettes financières à plus d'un an	1 913	2 105					1 913	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 030	5 030			5 030			
Dettes financières à moins d'un an	224	224					224	
Autres dettes et passifs courants (2)	291	291			202			89
Passifs	7 458	7 650			5 232		2 137	89

(1) A l'exception des créances fiscales, des avances et acomptes versés aux fournisseurs et des charges constatées d'avance (Voir Note 17).

(2) A l'exception des avances et acomptes reçus, des dettes envers le personnel, des dettes fiscales et des produits constatés d'avance (Voir Note 23).

— Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers :

(En millions d'euros)	31 décembre 2007								
	Valorisation à la juste valeur	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dividendes sur actifs disponibles à la vente	Dépréciation sur actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
					Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	

Résultat opérationnel				-1				-26	
Coût de l'endettement financier net	-1	51			1	-124			
Autres charges et produits financiers (1)			2						2

En millions d'euros	31 décembre 2006								Variation de valeur des dérivés
	Valorisation à la juste valeur	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dividendes sur actifs disponibles à la vente	Dépréciation sur actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
					Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel				-1					-20
Coût de l'endettement financier net	-17	81			17	-117			
Autres charges et produits financiers (1)			1				7		-10

En millions d'euros	31 décembre 2005								Variation de valeur des dérivés
	Valorisation à la juste valeur	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dividendes sur actifs disponibles à la vente	Dépréciation sur actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
					Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel				-5					-58
Coût de l'endettement financier net		46				-124			
Autres charges et produits financiers (1)			1				-51		47

(1) A l'exclusion du coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme et aux provisions pour retraites (Voir Note 7)

— Juste valeur : Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de la juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe, hors créances et dettes liées à l'exploitation.

Les actifs financiers classés dans les catégories "détenus à des fins de transaction" ou "disponibles à la vente" sont déjà évalués à la juste valeur dans les comptes.

Les dettes financières sont évaluées dans les comptes au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(En millions d'euros)	31 décembre 2007		31 décembre 2006		31 décembre 2005	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs financiers hors créances liées à l'exploitation:						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 313	1 313	1 920	1 920	1 980	1 980
Actifs financiers disponibles à la vente (IPG et autres)	34	34	54	54	48	48
Autres actifs financiers	78	78	64	64	70	70
Dérivés actifs	8	8	9	9	39	39
Passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation :						
Emprunts obligataires avec option de conversion - (Océanes, partie dette)	890	861	849	852	858	912
Oranes (partie dette)	30	117	33	43	36	48
Eurobond	736	767	742	776	750	804
Dettes liées à des contrats de location-financement	73	136	83	150	112	184
Engagements de rachat de minoritaires et compléments de prix sur acquisition de titres de participations	306	306	316	316	241	241

Autres emprunts	77	77	91	91	140	140
Dérivés passifs	47	47	36	36	89	89

La juste valeur de l'Eurobond et des emprunts obligataires avec option de conversion et des Oranes pour la partie dette a été calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché.

26. – Gestion des risques de marché.

— Exposition au risque de taux : La répartition des dettes entre taux fixe et taux variable est décidée par la direction du Groupe et revue périodiquement en fonction de l'évolution prévisible des taux d'intérêts.

A fin 2007, la dette financière brute du Groupe (hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachats de minoritaires) se trouve composée :

- à hauteur de 55% par des emprunts à taux fixe dont le taux moyen 2007 a été de 6,1%,
- à hauteur de 45% par des emprunts à taux variable dont le taux moyen 2007 a été de 6,0%.

L'endettement à taux variable au 31 décembre 2007, après déduction des liquidités disponibles ou placées à très court terme (trésorerie ou équivalents de trésorerie) et autres actifs financiers, fait apparaître une position excédentaire de près de 594 millions d'euros. Une variation à la hausse de 1% des taux à court terme aurait, sur cette base, un impact favorable de 6 millions d'euros sur le résultat du Groupe avant impôt.

Une hausse de 1% des taux à court terme appliquée à la position à taux variable à court terme représente un impact favorable de 13 millions d'euros sur le résultat du Groupe avant impôt.

Le tableau suivant présente la valeur comptable au 31 décembre 2007 par échéance des instruments financiers du Groupe qui sont exposés au risque de taux d'intérêt :

(En millions d'euros)	Total au 31/12/2007	Echéances		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Taux fixe :				
Eurobond	736		736	
Oceanes (partie dette)	890	652		238
Oranes (partie dette)	30	3	12	15
Dettes liées à des contrats de location financement	73			73
Passif (actif) net à taux fixe avant gestion	1 729	655	748	326
Effet du swap sur Eurobond	-736		-736	
Passif (actif) net à taux fixe après gestion	993	655	12	326
Taux variable :				
Emprunts bancaires	37	35	2	
Soldes créditeurs de banques	24	24		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1 313	-1 313		
Autres actifs financiers	-78			-78
Passif (actif) net à taux variable avant gestion	-1 330	-1 254	2	-78
Effet du swap sur Eurobond	736		736	
Passif (actif) net à taux variable après gestion	-594	-1 254	738	-78

— Exposition au risque de change :

Le tableau ci-après présente l'actif net du Groupe au 31 décembre 2007 ventilé sur les principales devises :

(En millions d'euros)	Total au 31/12/2007	Euro (1)	Dollar US	Livre sterling	Autres
Actifs	12 244	3 010	5 559	977	2 698
Passifs	-10 019	-3 741	-3 774	-713	-1 791
Actif net	2 225	-731	1 785	264	907

(1) Monnaie de fonctionnement

Par ailleurs, l'évolution des cours des devises par rapport à l'euro, monnaie dans laquelle les comptes du Groupe sont présentés, est susceptible d'avoir une incidence sur le bilan et le compte de résultat consolidés du Groupe.

La répartition des revenus du Groupe par devise dans laquelle ces revenus sont réalisés est présentée ci-après :

	2007	2006	2005
Euro	23%	24%	25%
Dollar US	43%	41%	42%
Livre sterling	10%	10%	10%
Autres	24%	25%	23%
Total des revenus	100%	100%	100%

L'impact d'une baisse de 1% du cours de l'euro par rapport au Dollar US et à la Livre Sterling serait (impact favorable) :

— de 25 millions d'euros sur le revenu consolidé 2007,

— de 5 millions d'euros sur la marge opérationnelle 2007.

Les transactions commerciales sont majoritairement effectuées dans les devises locales des pays au sein desquels elles sont réalisées. De ce fait, les risques de change en découlant sont peu significatifs et font l'objet ponctuellement d'opérations de couverture.

En ce qui concerne les opérations de prêt/emprunt intragroupe, celles-ci font l'objet de couvertures appropriées, dès lors qu'elles présentent une exposition significative nette au risque de change. Il convient toutefois de noter que la plupart des besoins de trésorerie des entités étant financés au niveau des pays dans le cadre de la centralisation de trésorerie, les opérations transfrontalières sont limitées à la fois en nombre et en durée.

Les instruments financiers dérivés utilisés sont en général des contrats de change à terme.

Le tableau suivant résume les contrats de couverture de change en cours à la clôture de l'exercice 2007, tant en ce qui concerne les couvertures d'actifs et de passifs que celles de flux futurs. Il convient de signaler que Publicis, compte tenu de leurs impacts non significatifs, enregistre les variations de juste valeur des dérivés relatifs à des couvertures de flux futurs en résultat.

Devise vendue	Devise achetée	Montant nominal de la devise vendue (monnaie locale en millions)	Montant nominal de la devise achetée (monnaie locale en millions)	Juste valeur de la couverture (en millions d'euros)
EUR	GBP	-27,3	19,2	-0,7
SGD	EUR	-2,1	1,0	
EUR	USD	-206,5	306,6	1,6
AUD	USD	-60,8	53,1	
CHF	GBP	-0,5	0,2	
GBP	CZK	-0,1	2,9	
GBP	DKK	-0,2	1,8	
GBP	NOK	-0,3	3,7	
GBP	SEK	-0,4	5,5	
USD	GBP	-21,1	10,3	-0,2
AUD	EUR	-23	13,8	0,1
DKK	EUR	-27,9	3,7	
NOK	EUR	-47,3	5,8	-0,1
NZD	EUR	-29	15,1	0,2
SEK	EUR	-50	5,3	
THB	EUR	-30,3	0,7	
DKK	USD	-33,5	6,6	
SEK	USD	-218,3	33,7	-0,3
USD	AUD	-3,2	4,0	0,3
Total				0,9

— Exposition au risque de crédit client : Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement renforcée par le programme « Focus on cash ».

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est passée sur une base globale.

Les tableaux ci-dessous détaillent l'antériorité des créances clients facturées, sur les trois derniers exercices (en millions d'euros) :

Créances clients nettes	31 décembre 2007							
	Créances non échues	Créances échues						
		Total	Jusqu'à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 à 120 jours	Plus de 120 jours	Provisions pour dépréciation
3 835	3 152	683	447	110	48	33	120	-75

Créances clients nettes	31 décembre 2006							
	Créances non échues	Créances échues						
		Total	Jusqu'à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 à 120 jours	Plus de 120 jours	Provisions pour dépréciation
3 849	2 912	937	580	156	84	45	138	-66

Créances clients nettes	31 décembre 2005							
	Créances non échues	Créances échues						
		Total	Jusqu'à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 à 120 jours	Plus de 120 jours	Provisions pour dépréciation
3 824	3 011	813	464	148	69	76	132	-76

— Exposition au risque actions : Les principales lignes d'actions détenues qui sont exposées à un risque de marché significatif sont les actions propres d'une part et les titres Interpublic Group (IPG) d'autre part.

Pour les premières, une baisse de leur valeur n'aurait pas d'impact sur le résultat dans la mesure où les actions propres sont portées en diminution des capitaux propres et les dotations aux provisions neutralisées.

Pour les secondes, classées en titres disponibles à la vente, une diminution de 10% de la valeur de marché de ces titres n'aurait pas d'impact sur le résultat mais aurait un impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2007.

Impact d'une baisse de 10% de la valeur de marché des actions détenues par Publicis :

	Actions propres	Autres (titres IPG)
Effet sur l'actif du bilan	n/a	-3
Effet sur les capitaux propres		-3
Effet sur le résultat		

27. – Information sectorielle.

— Information par zone géographique : Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Exercice 2007				
Informations concernant le compte de résultat :				
Revenu (1)	1 799	2 016	856	4 671
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-42	-50	-17	-109
Marge opérationnelle	269	398	112	779
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-8	-19	-3	-30
Perte de valeur	-3	-2	-1	-6
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	6	3		9
Informations concernant le bilan :				
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 396	2 418	558	4 372
Immobilisations corporelles nettes	283	174	44	501
Impôts différés actifs	38	87	23	148
Titres mis en équivalence	28	19	2	49

Autres actifs financiers	40	54	18	112
Actifs (passifs) courants (2)	-139	-1 196	-134	-1 469
Impôts différés passifs	-146	-91	-3	-240
Provisions à long terme	-182	-215	-52	-449
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-35	-38	-15	-88
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	-8		2	-6
Acquisitions de filiales	-142	-815	-49	-1 006
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	7	12	3	22
Autres produits et charges calculés	4	5		9

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Exercice 2006				
Informations concernant le compte de résultat :				
Revenu (1)	1 747	1 842	797	4 386
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-43	-46	-18	-107
Marge opérationnelle	277	332	104	713
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-6	-15	-1	-22
Perte de valeur	-16	-14	-1	-31
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	20	2		22
Informations concernant le bilan :				
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 176	1 805	552	3 533
Immobilisations corporelles nettes	292	169	50	511
Impôts différés actifs	42	125	19	186
Titres mis en équivalence	27	15	2	44
Autres actifs financiers	30	72	16	118
Actifs (passifs) courants (2)	-95	-1 139	-132	-1 366
Impôts différés passifs	-147	-68	-1	-216
Provisions à long terme	-197	-284	-28	-509
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-38	-27	-16	-81
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	7	-7	-3	-3
Acquisitions de filiales	-31	-2	-25	-58
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	6	7	3	16
Autres produits et charges calculés	3	8		11

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Exercice 2005				
Informations concernant le compte de résultat :				

Revenu (1)	1 647	1 763	717	4 127
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-49	-49	-18	-116
Marge opérationnelle	250	307	92	649
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-7	-13	-3	-23
Perte de valeur	-20	-11	-2	-33
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	9	1	1	11
Informations concernant le bilan :				
Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 209	1 890	547	3 646
Immobilisations corporelles nettes	299	225	56	580
Impôts différés actifs	50	162	18	230
Titres mis en équivalence	21	10	2	33
Autres actifs financiers	36	70	12	118
Actifs (passifs) courants (2)	-188	-1 111	-273	-1 572
Impôts différés passifs	-104	-75	-41	-220
Provisions à long terme	-202	-375	-5	-582
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-38	-30	-15	-83
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	4	2	1	7
Acquisitions de filiales	-46	-12	-13	-71
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	8	8	4	20
Autres produits et charges calculés	2	9		11

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

— Informations par secteur d'activité : Après analyse détaillée des risques et des rentabilités par secteur d'activité selon la norme IAS 14 Information sectorielle, le Groupe considère opérer dans un seul segment d'activité.

L'organisation opérationnelle du Groupe ne coïncide pas avec un regroupement cohérent de sociétés, par métier ou activité homogène. Cette organisation qui se développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines. Une présentation segmentée par métier ou activité homogène ne correspond pas à l'organisation actuelle du Groupe.

28. – Plans d'options de souscription d'actions Publicis Groupe S.A.

— Description des plans existants : Les plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions en cours au 31 décembre 2007 ont les caractéristiques suivantes :

– Plan d'incentive à long terme dit « LTIP » 2006-2008 (vingt-deuxième tranche en 2006 et vingt-troisième tranche en 2007) :

Les options attribuées dans le cadre de ce plan ont un prix d'exercice égal à la moyenne des cours de bourse de l'action Publicis pendant les 20 jours précédant la date d'attribution. Sur le nombre total attribué, le nombre qui pourra être exercé dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité sur l'ensemble de la période 2006-2008. La période d'exercice commencera en 2009 lorsque le nombre des options exerçables aura été déterminé. La moitié du nombre qui sera déclaré exerçable pourra être levée à partir de cette date ; l'autre moitié pourra être levée un an plus tard en 2010. La période d'exercice se termine dix ans après la date d'attribution.

– Plan attribué en 2006 (vingt et unième tranche) :

Dans le cadre de ce plan, chaque option accordée donne le droit d'acquérir une action, avec un prix d'exercice égal à la moyenne des cours de bourse de l'action Publicis pendant les 20 jours précédant la date d'attribution. Les options sont exerçables après une période de quatre ans et expirent 10 ans après la date d'attribution.

– Plan d'incentive à long terme dit « LTIP » 2003-2005 (dix-septième tranche en 2003, dix-neuvième tranche en 2004, vingtième tranche en 2005) :

Les options attribuées dans le cadre de ce plan ont un prix d'exercice égal au prix de revient moyen des actions propres en portefeuille à la date d'attribution. Sur le nombre total attribué, le nombre d'options exerçables a été déterminé en avril 2006 en fonction du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité sur l'ensemble de la période 2003-2005. Pour la moitié du nombre exerçable, la période d'exercice a commencé en 2006. L'autre moitié pourra être levée à partir du 25 avril 2007. La période d'exercice se termine dix ans après la date d'attribution.

– Plan attribué en 2004 (dix-huitième tranche) ; Plan attribué en 2003 (seizième tranche) ; Plan attribué en 2002 (treizième tranche, quatorzième tranche et quinzième tranche) :

Dans le cadre de ces plans, chaque option accordée donne le droit d'acquérir une action, avec un prix d'exercice égal au prix de revient moyen des actions propres en portefeuille à la date d'attribution. Les options sont exerçables après une période de quatre ans et expirent 10 ans après la date d'attribution.

– Plan attribué en 2001 (onzième tranche) :

Dans le cadre de ce plan, chaque option accordée donne le droit d'acquérir une action, avec un prix d'exercice égal à la moyenne des cours de bourse de l'action Publicis pendant les 20 jours précédant la date d'attribution. Les options sont exerçables après une période de quatre ans et expirent 10 ans après la date d'attribution.

– Plan attribué en 2000 (dixième tranche) :

Dans le cadre de ce plan, chaque option accordée donne le droit d'acquérir une action, avec un prix d'exercice égal à la moyenne des cours de bourse de l'action Publicis pendant les 20 jours précédant la date d'attribution. Les options sont exerçables après une période de cinq ans et expirent 10 ans après la date d'attribution.

– Plans ex-Publicis Communication (sixième à neuvième tranches) :

Les plans octroyés avant 2000 étaient à l'origine des plans Publicis Communication, qui sont devenus des plans Publicis Groupe du fait de la fusion de Publicis Communication avec Publicis Groupe le 11 décembre 1998. Chaque option donne le droit de souscrire une action, avec un prix d'exercice égal à la valeur de marché des actions à la date d'attribution. Les options sont exerçables immédiatement et expirent 10 ans après la date d'attribution.

1. Plans d'options Publicis à l'origine :

Caractéristiques des plans de stock-options Publicis en cours au 31/12/2007 :

Actions de 0,40 euro nominal	Type d'option	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (€)	Nombre options à lever au 31/12/07	Dont exerçables au 31/12/07	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
8ème tranche	Souscription	11/03/1998	8,66	21 000	21 000	2 008	0,19
9ème tranche	Souscription	04/11/1998	10,24	54 500	54 500	2 008	0,84
10ème tranche	Acquisition	07/09/2000	43,55	100 000	100 000	2 010	2,68
11ème tranche	Acquisition	23/04/2001	33,18	360 000	360 000	2 011	3,31
13ème tranche	Acquisition	18/01/2002	29,79	88 200	88 200	2 012	4,05
14ème tranche	Acquisition	10/06/2002	32,43	5 000	5 000	2 012	4,44
15ème tranche	Acquisition	08/07/2002	29,79	220 000	220 000	2 012	4,52
16ème tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	485 067	485 067	2 013	5,65
17ème tranche(1)	Acquisition	28/08/2003	24,82	3 999 348	3 999 348	2 013	5,65
19ème tranche(1)	Acquisition	28/09/2004	24,82	1 251 459	1 251 459	2 014	6,74
20ème tranche(1)	Acquisition	24/05/2005	24,76	475 655	475 655	2 015	7,39
21ème tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000		2 016	8,64
22ème tranche(2)	Acquisition	21/08/2006	29,27	9 208 050		2 016	8,64
23ème tranche(2)	Acquisition	24/08/2007	31,31	1 564 400		2 017	9,64
Total des tranches				17 932 679	7 060 229		
Prix moyen exercice				27,99	25,57		

(1) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2003-2005)

(2) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2006-2008)

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2007 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2006	Options attribuées en 2007	Options levées en 2007	Options annulées ou prescrites en 2007	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2007
7ème tranche	5,63	17 510		-9 470	-8 040	0
8ème tranche	8,66	27 000		-6 000		21 000
9ème tranche	10,24	266 000		-211 500		54 500
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	367 000			-7 000	360 000
13ème tranche	29,79	93 400			-5 200	88 200
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	496 067			-11 000	485 067

17ème tranche	24,82	5 679 827		-1 547 680	-132 799	3 999 348
18ème tranche	24,82	11 000			-11 000	
19ème tranche	24,82	1 517 004		-201 608	-63 937	1 251 459
20ème tranche	24,76	779 761		-264 769	-39 337	475 655
21ème tranche	29,27	100 000				100 000
22ème tranche	29,27	10 097 850			-889 800	9 208 050
23ème tranche	31,31		1 574 400		-10 000	1 564 400
Total tranches		19 777 419	1 574 400	-2 241 027	-1 178 113	17 932 679
Prix moyen d'exercice		27,21	31,31	23,31	28,17	27,99
Cours moyen de levée				31,44		

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2006 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2005	Options attribuées en 2006	Options levées en 2006	Options annulées ou prescrites en 2006	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2006
6ème tranche	4,91	12 870			-12 870	
7ème tranche	5,63	25 600		-8 090		17 510
8ème tranche	8,66	40 500		-13 500		27 000
9ème tranche	10,24	282 500		-16 500		266 000
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	380 000			-13 000	367 000
13ème tranche	29,79	104 600			-11 200	93 400
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	517 067			-21 000	496 067
17ème tranche	24,82	7 010 200		-688 879	-641 494	5 679 827
18ème tranche	24,82	11 000				11 000
19ème tranche	24,82	1 832 186		-138 542	-176 640	1 517 004
20ème tranche	24,76	887 975		-54 538	-53 676	779 761
21ème tranche	29,27		100 000			100 000
22ème tranche	29,27		10 256 050		-158 200	10 097 850
Total tranches		11 429 498	10 356 050	-920 049	-1 088 080	19 777 419
Prix moyen d'exercice		24,92	29,27	24,15	25,38	27,21
Cours moyen de levée				30,72		

Mouvements sur plans de stock-options Publicis au cours de l'exercice 2005 :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (euros)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2004	Options attribuées en 2005	Options levées en 2005	Options annulées ou prescrites en 2005	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2005
5ème tranche	6,63	34 220		-9 880	-24 340	
6ème tranche	4,91	27 420		-14 550		12 870
7ème tranche	5,63	44 990		-19 390		25 600
8ème tranche	8,66	58 500		-18 000		40 500
9ème tranche	10,24	296 500		-14 000		282 500
10ème tranche	43,55	100 000				100 000
11ème tranche	33,18	380 000				380 000

13ème tranche	29,79	104 600				104 600
14ème tranche	32,43	5 000				5 000
15ème tranche	29,79	220 000				220 000
16ème tranche	24,82	517 067				517 067
17ème tranche	24,82	8 014 000			-1 003 800	7 010 200
18ème tranche	24,82	11 000				11 000
19ème tranche	24,82	1 959 086			-126 900	1 832 186
20ème tranche	24,76		935 192		-47 217	887 975
Total tranches		11 772 383	935 192	-75 820	-1 202 257	11 429 498
Prix moyen d'exercice		24,77	24,76	7,19	24,45	24,92
Cours moyen de levée				25,52		

— Détermination de la juste valeur des options attribuées au cours de l'exercice :

Le tableau ci-joint récapitule les principales hypothèses et calculs relatifs à la 23ème tranche attribuée le 24 août 2007 :

	23ème tranche	
	(a)	(b)
Nombre d'options attribuées au cours de l'exercice	787 200	787 200
Valorisation initiale de l'option attribuée en euros	5,98	7,02
Hypothèses :		
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	31,31	31,31
Prix d'exercice (en euros)	31,31	31,31
Volatilité de l'action Publicis	25,00%	25,00%
Durée de vie moyenne de l'option (en années)	2,8	3,8
Taux de rendement des dividendes	1,60%	1,60%
Taux sans risque	4,39%	4,43%

(a) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans, exerçables à compter de mai 2009.

(b) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à 3 ans, exerçables à compter de mai 2010

2. Plans d'options Digitas à l'origine : Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 31 décembre 2007 :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options à lever au 31/12/07	Dont exerçables au 31/12/07	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
Plans Digitas :									
1999	01/12/1999	10/03/2000	21,36	21,36	34 263	34 263	01/12/2009	10/03/2010	1,99
2000	03/04/2000	01/02/2001	13,73	58,58	72 895	72 895	03/04/2010	01/02/2011	2,70
2001	01/03/2001	24/01/2007	4,59	35,42	926 287	605 226	01/03/2011	24/01/2017	6,65
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	20,24	35,42	14 430	5 640	01/06/2015	01/12/2016	8,39
Plans moderm media :									
1997	26/03/1997	29/09/2004	13,74	20,19	7 130	7 130	01/01/2008	29/09/2014	5,23
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	7 409	7 409	12/04/2010	22/06/2014	5,06
2000	12/10/2000	25/05/2004	11,16	19,18	1 191	1 191	12/10/2010	25/05/2014	2,78
Plans B.S.H (1) :									
1998a	01/05/1999	01/06/1999	6,16	6,16	1 040 199	1 040 199	01/05/2009	01/06/2009	1,01
1998b	06/01/1999	06/01/1999	2,47	2,47	46 294	46 294	06/01/2009	06/01/2009	1,01
Total des tranches					2 150 098	1 820 247			

Prix moyen d'exercice (€)					14,50	12,16			
<i>(1) Bronner Slosberg Humphrey.</i>									

Mouvements du 25 janvier au 31 décembre 2007 sur plans de stock-options Digitas :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options restant à lever à la date d'acquisition	Options levées sur la période	Options annulées ou prescrites sur la période	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2007
	min	max				
Plans Digitas :						
1999	21,36	21,36	40 059	-5 513	-283	34 263
2000	13,73	58,58	103 243	-6 349	-23 999	72 895
2001	4,59	35,42	1 462 941	-376 008	-160 646	926 287
2005 UK	20,24	35,42	24 655		-10 225	14 430
Plans modem media :						
1997	13,74	20,19	22 446	-13 632	-1 684	7 130
1999	2,62	54,05	25 815	-17 762	-644	7 409
2000	11,16	19,18	5 690	-4 411	-88	1 191
Plans B.S.H (1) :						
1998a	6,16	6,16	1 152 414	-112 215		1 040 199
1998b	2,47	2,47	362 493	-316 199		46 294
Total des tranches			3 199 756	-852 089	-197 569	2 150 098
Prix moyen d'exercice (€)			14,16	9,76	29,41	14,50
Cours moyen de levée (€)				31,44		

(1) Bronner Sosberg Humphrey

Par ailleurs un plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas, mis en oeuvre entre le 4 janvier 2005 et le 23 janvier 2007, est en cours de réalisation. Il a été converti en actions Publicis en utilisant les mêmes coefficients que pour les plans de stock options ordinaires (voir ci-dessus). Au jour de l'acquisition, le nombre de Restricted Shares Digitas en équivalent Publicis s'élevait à 396 654.

Pour les 290 434 Restricted Shares encore existantes au 31 décembre 2007, la date de fin d'indisponibilité des actions s'étale jusqu'au 23 janvier 2010. Une fois cette période terminée et sous réserve du respect des conditions de présence, les 290 434 Restricted Shares existantes au 31 décembre 2007 seront assimilées à des actions Publicis Groupe ordinaires.

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions sur le résultat de l'exercice :

Dans le cadre du nouveau « Long Term Incentive Plan » 2006-2008, une nouvelle tranche a été attribuée (23ème tranche) en août 2007. Une probabilité de réalisation des objectifs de 75% a été retenue pour le calcul de la charge 2007 relative à ce plan.

Au total, l'impact des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis sur le compte de résultat de l'exercice 2007 s'élève à 22 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 16 millions d'euros en 2006 (Voir Note 3).

29. – Informations relatives aux parties liées

Les opérations suivantes ont été réalisées avec des parties liées sur l'exercice 2007 :

(En millions d'euros)	2007		2006		2005	
	Revenu (1)	Dotation aux provisions sur créances	Revenu (1)	Dotation aux provisions sur créances	Revenu (1)	Dotation aux provisions sur créances
Dentsu	5		5		-27	

(1) Il s'agit de la différence entre les achats et les ventes réalisées par le Groupe auprès de Dentsu. Ces transactions ont été réalisées au prix de marché.

(En millions d'euros)	2007			2006			2005		
	Créances/Prêts	Provisions sur créances / Prêts	Dettes fournisseurs et financières	Créances/Prêts	Provisions sur créances / Prêts	Dettes fournisseurs et financières	Créances/Prêts	Provisions sur créances / Prêts	Dettes fournisseurs et financières
Dentsu	3		2	23		6	9		9
Ise				1					
Onspot Digital			2			7			
Somupi	12								
Bromley	2								

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

— Le 30 novembre 2003, Publicis Groupe S.A. et Dentsu ont conclu un pacte consécutif aux engagements pris dans le cadre de l'accord de fusion du 7 mars 2002 entre Publicis Groupe et ses filiales Philadelphia Merger Corp. et Philadelphia Merger LLC d'une part et Bcom3 Group, Inc. d'autre part, au terme duquel Philadelphia Merger Corp. a absorbé par voie de fusion Bcom3. Les principales dispositions de ces engagements ont été décrites dans la note d'opération sur le rapprochement avec Bcom3 qui a fait l'objet d'un visa numéro 02-564 de la COB en date du 16 mai 2002.

Le pacte comprend des clauses relatives à la direction de Publicis Groupe (composition du Conseil de surveillance, changement de la forme sociale et représentation de Dentsu au Comité d'Audit), des clauses concernant le transfert des actions et des bons de souscription d'actions Publicis Groupe S.A. détenues par Dentsu avec notamment une limitation de la participation de Dentsu à 15 % des droits de vote de Publicis Groupe S.A. Il prévoit en outre une clause antidilution en faveur de Dentsu et une clause relative au maintien de mise en équivalence comptable de la participation du Groupe Publicis par Dentsu. Ce pacte prendra fin le 12 juillet 2012 sauf accord des parties pour le reconduire dix ans. Il a fait l'objet d'une communication au travers des « Décisions et Informations de l'AMF » en date du 9 janvier 2004 sous le numéro 204C0036.

— Certains membres du Conseil de Surveillance du Groupe exercent des fonctions de direction au sein d'établissements financiers qui pourraient avoir des relations d'affaires avec le Groupe. A cet égard, ce dernier a conclu avec la Banque Rothschild un contrat de liquidité sur ses propres titres.

— Le Groupe a signé le 28 juin 2007 avec Deutsche Bank un contrat par lequel était confié à cette dernière le rachat pour son compte de ses actions propres. Ce contrat a pris fin le 30 novembre 2007.

Rémunération des dirigeants : Les dirigeants comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice clos, membres du Conseil de Surveillance et du Directoire.

(En millions d'euros)	2007	2006	2005
Rémunération brute totale (1)	12	11	9
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	1	1	-1
Indemnités de départ ou de fin de contrat (3)			
Autres avantages à long terme (4)	3	4	
Paiement en actions (5)	3	2	2

(1) Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice.

(2) Variation des provisions pour retraites (impact net sur le compte de résultat). En 2005, l'impact est une reprise nette compte tenu des montants versés, qui sont inclus dans la ligne (1).

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.

(4) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.

(5) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions de Publicis Groupe.

Par ailleurs, le montant global provisionné au 31 décembre 2007 au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme concernant les dirigeants s'élève à 22 millions d'euros (ce montant était de 20 millions d'euros au 31 décembre 2006 et de 16 millions d'euros au 31 décembre 2005).

30. – Evénements postérieurs à la clôture.

Aucun événement significatif survenu après la clôture de l'exercice n'est à signaler.

0802569